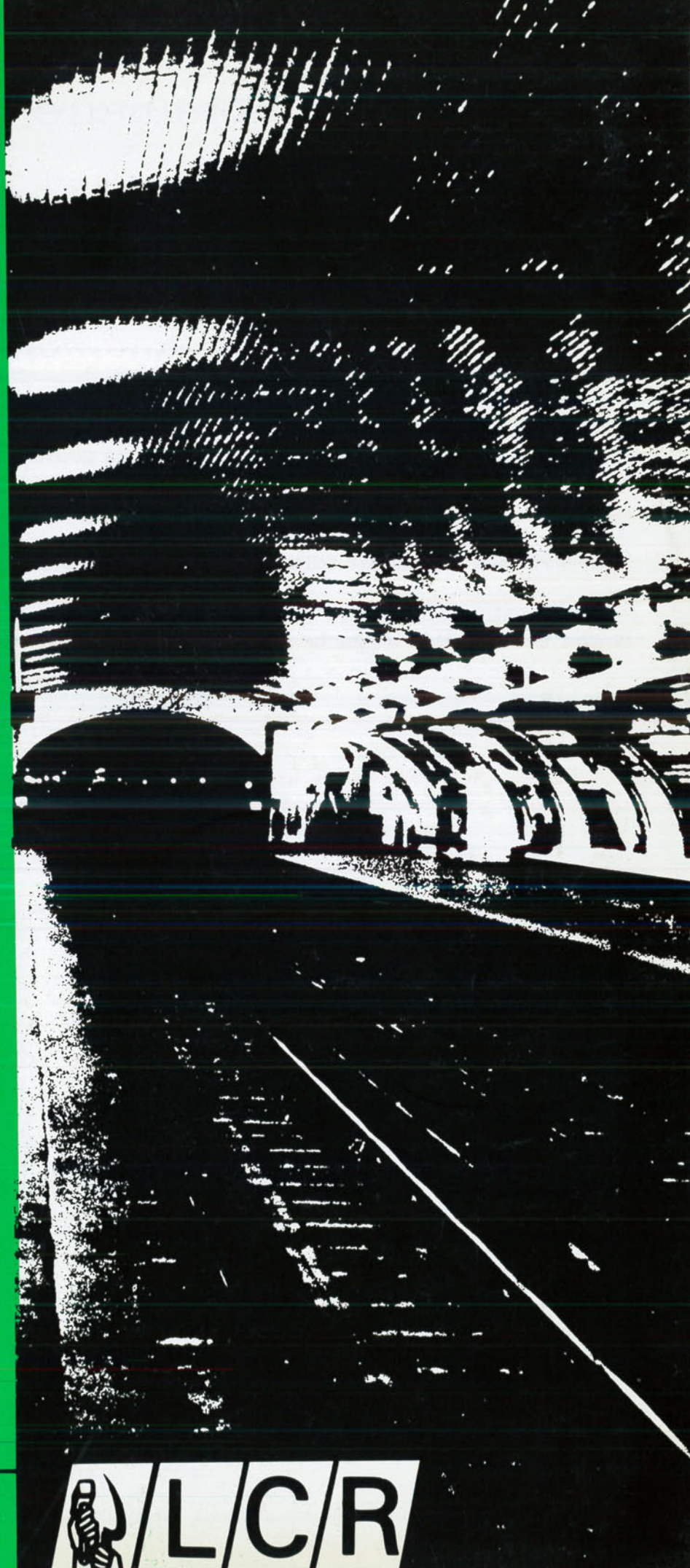
81 86

L'austérité de gauche,

les menaces de la droite

OÙ en est-on ?

COMMENT S'EN SORTIR ?



LCR

Dossier ROUGE N°14 10 FF
3e trimestre 85

Sommaire

1986, le véritable enjeu ..... **p. 3**

Le bilan de faillite du PS et du PCF ..... **p. 5**

Ce que la droite veut et nous prépare ..... **p. 9**

Une autre politique est nécessaire ; elle est possible ..... **p. 13**

Forger l'union dans les luttes : pour riposter au gouvernement, pour barrer la route à la droite ..... **p. 15**

Avancer vers un parti des travailleurs. Regrouper une alternative anticapitaliste ..... **p. 19**

Une alternative pour 1986 : former une coalition à gauche de la gauche ..... **p. 21**

ABONNEMENT A DOMICILE		
	FRANCE DOM-TOM	ETRANGER
1. AVEC LA PRESSE DE LA LCR 52 Rouge + 11 Critique communiste + les numéros hors série de Critique communiste	**450 F**	**500 F**
2. SIX MOIS D'EXPERIENCE DE L'HEBDO ROUGE 6 mois = 24 numéros	**160 F**	
3. CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE 1 an = 11 numéros	**150 F**	**170 F**
4. CAHIERS DU FEMINISME 5 numéros	**65 F**	**75 F**
5. INPRECOR 1 an = 25 numéros	**250 F**	**250 F**
Abonnements par avion : nous consulter		

Nom _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _

Prénom _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _

Adresse _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _

_ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _ _

Formule choisie _ _ _

Règlement à l'ordre de PEC,
2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil
Tél : 859 00 80

1986
le véritable enjeu

Triste spectacle ! Comment qualifier autrement le paysage politique qui s'offre à nos yeux, à quelques mois des élections législatives et régionales de mars 1986 ? Tout semble en effet mis en œuvre pour nous contraindre à la résignation et à la passivité.

La joie et l'espoir du 10 mai 1981 se sont tranformés en pleurs et désillusions. En quelques années, ceux qui promettaient hier le changement ont porté aux travailleurs plus de coups que leurs prédécesseurs. Et dire que Giscard et les siens avaient été chassés à cause de leur politique exécrée d'austérité!

La droite et le patronat ont de quoi se réjouir bruyamment. La première, parce que le discrédit des gouvernants leur permet de sonner l'heure d'une revanche mûrie durant quatre ans. Les seconds, parce qu'ils ont atteint, sans confrontations majeures, une partie de leurs objectifs principaux, en période de crise : la division et le morcellement de la classe ouvrière, le démantèlement des entreprises insuffisamment rentables et de bastions aussi importants que l'automobile et la sidérurgie, une baisse continue du pouvoir d'achat, une remise en cause d'acquis sociaux arrachés de haute lutte, un début de flexibilité généralisée du travail et des réglementations, etc.

Co-responsable durant trois ans des orientations gouvernementales, les ayant même présentées comme « supérieures au bilan du Front populaire et de la Libération », le PCF voudrait aujourd'hui se présenter en alternative à cette gauche faillie. Qui peut le croire quand il n'a rien à proposer, sinon le renforcement de son appareil ? Comme si ce dernier avait été au service des travailleurs, lorsque Fiterman et ses amis s'asseyaient chaque semaine à la table du conseil des ministres. Comme les actions minoritaires d'aujourd'hui, la division acharnée du mouvement syndical ou la polémique féroce avec les socialistes pouvaient tenir lieu de ligne de défense véritable des intérêts ouvriers et populaires.

Le Pen et son Front national cherchent à profiter de ce climat. Se présentant en adversaires résolus du jeu politicien, ils entendent utiliser l'exaspération de certaines catégories sociales au service de leur projet xénophobe et anti-ouvrier, directement inspiré de la tradition fasciste.

N'y aurait-il désormais plus de place au soleil que pour un courant qui dissimule à grand-peine sa haine de la gauche, des immigrés, de la démocratie ? L'horizon est-il à ce point bouché qu'il faudrait accepter comme un moindre mal face à la revanche réactionnaire, une gauche qui présente un tel bilan de faillite ?

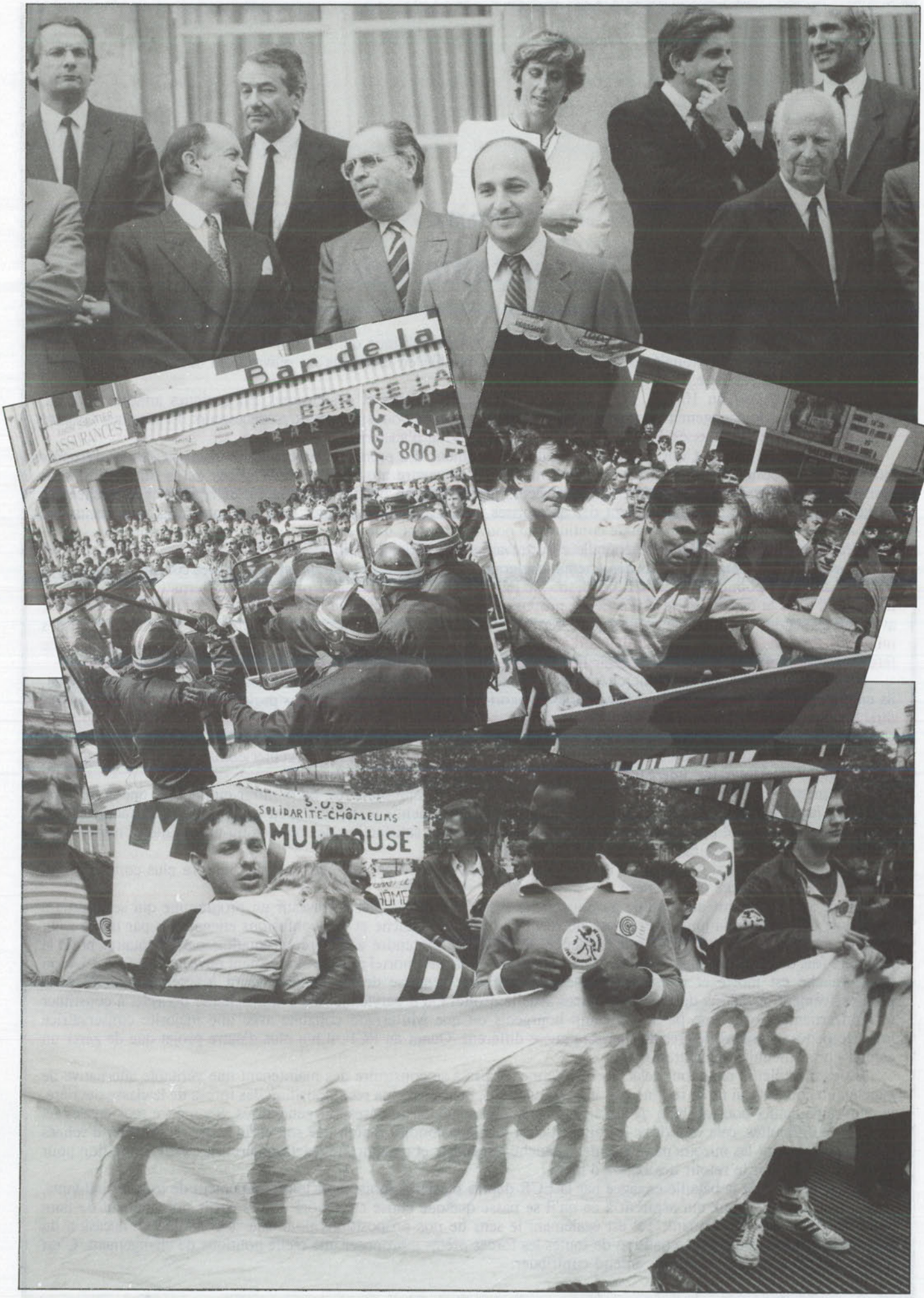
Nullement ! L'enjeu des mois qui viennent sera, pour les révolutionnaires, de montrer qu'il existe une autre voie. Celle sur laquelle, dans les luttes, nous débouchons inévitablement : le combat pied à pied contre les attaques des possédants. Celle d'une politique qui ait pour premier objectif la satisfaction des besoins du plus grand nombre et qui s'en prenne pour cela aux privilèges des puissances d'argent.

Mais l'enjeu est aussi de sortir de l'impasse actuelle avec une force nouvelle. Car rien ne sera plus comme avant, au terme de l'expérience qui s'achève.

Grâce au sale boulot de l'équipe au pouvoir, la droite n'a même plus à travestir un programme qui se résume à l'apologie de la loi de la jungle. Profitant du recul de l'espoir à gauche et des confusions engendrées par la crise, un courant fascisant a pu conquérir une audience de masse et prétendre à une représentation parlementaire, pour la première fois depuis trente ans. Comment ne pas en voir le danger mortel pour le mouvement ouvrier ? En face, l'Union de la gauche est morte et il est peu vraisemblable qu'elle renaisse de ses cendres avant longtemps. Le PS pose progressivement les jalons de futures alliances avec la droite. Qu'il parvienne, dans la prochaine période, à constituer un gouvernement avec une partie du camp bourgeois ou que Mitterrand cohabite avec une majorité conservatrice importe peu à cet égard. Le résultat ne sera guère différent. Quant au PCF, il n'a plus d'autre projet que de gérer un capital qui s'amenuise régulièrement.

Et les travailleurs dans tout cela ? Si ne commence pas à se construire dès maintenant une véritable alternative de gauche, un courant qui ne se résigne pas aux capitulations, qui œuvre à la recomposition des forces de la classe ouvrière, le panorama actuel pourrait bien déboucher sur une débandade et un désespoir généralisés. S'y mettre tous ensemble, malgré les difficultés, cela vaut donc le coup. Et c'est même la condition pour que soit enfin brisées les images d'échecs que nous renvoient les miroirs parallèles de la gauche réformiste et de la droite réactionnaire. Et c'est la condition pour combattre vraiment le retour des battus d'hier.

Tel est le sens de la bataille engagée par la LCR depuis plusieurs mois, pour le regroupement de tous les militants, courants et organisations qui aspirent à ce qu'il se passe quelque chose en dehors de ces partis qui viennent de faire leurs preuves au gouvernement. Tel est également le sens de nos propositions pour que se constitue à l'occasion du prochain scrutin la plus large coalition de toutes les forces prêtes à proposer une réelle politique de changement. C'est à ces objectifs que cette brochure entend contribuer.


Bar de la
BAR DE LA
ASSURANCES
CGT
800
S.U.D
SOLIDARITE-CHÔMEURS
CHÔMEURS

Le bilan de faillite du PS et du PCF

Si, en quelques années, la gauche a dilapidé son capital, ce n'est pas, comme elle voudrait le faire croire, parce que l'aspiration populaire au changement était insuffisante. C'est le vote massif des ouvriers et des employés qui assura la défaite de Giscard et, dans les sondages immédiatement postérieurs au 10 mai, ceux-ci exprimaient très clairement leur espoir d'un changement de grande ampleur.

Devant cette réalité incontestable, on nous rétorque alors souvent : « Bien sûr, nous aurions souhaité mener une autre politique. Mais nous nous sommes heurtés aux contraintes économiques, à la réalité de la crise. » Il a pourtant suffi du débat sur l'école pour sonner le glas de cette argumentation.

Qui peut croire un moment que ce sont les contraintes économiques, les fluctuations du dollar ou le prix du pétrole qui expliquent les reculades successives du pouvoir sur la laïcité ? Qui peut croire que ce sont elles qui ont conduit le gouvernement à capituler devant les diktats successifs du Conseil constitutionnel, sur les nationalisations et la Nouvelle-Calédonie ? Qui peut prétendre que les données économiques ont forcé la gauche à ne pas respecter ses engagements envers le peuple kanak et à s'engager dans une politique répressive qui a conduit à l'assassinat d'Eloi Machoro ? C'est bien évidemment de volonté politique qu'il s'agit ici.

L'imparable logique de l'échec

Dès le début du septennat fut mise en place une politique de modernisation du capitalisme français. Le Parti socialiste, soutenu durant trois ans par les chefs communistes, s'est efforcé d'accomplir ce que ses prédécesseurs n'avaient pu réaliser : alignement de la France sur l'offensive de militarisation de Reagan, rentabilisation accélérée de l'appareil productif pour faire face aux nouvelles conditions de la concurrence internationale, volonté de faire payer à la classe ouvrière les frais de la « guerre économique » en cours dans le monde occidental, etc. Pour y parvenir et craignant encore plus que la classe dominante la mobilisation sociale qui aurait pu accompagner son accession à l'Elysée, Mitterrand s'est d'emblée coulé dans les institutions de la V[e] République. Ce qui lui a permis d'exercer son pouvoir à l'abri des pressions du mouvement populaire comme de celles de sa propre majorité parlementaire.

Même les mesures censées symboliser le changement aux yeux des travailleurs n'ont servi qu'à renforcer le pouvoir des possédants. La décentralisation, loin de démocratiser la vie publique, a permis de rationaliser la gestion de l'appareil d'Etat et de reconstituer, entre ce dernier et la population, des tampons que la République gaullienne avait fait disparaître. Les nationalisations, réalisées aux conditions du Conseil constitutionnel et des gros actionnaires, n'ont nullement favorisé l'instauration d'un service public planifié au service d'une orientation de plein-emploi et d'amélioration de la condition ouvrière. Elles ont tout à la fois servi à entériner un état de fait (la socialisation des pertes, comme dans la sidérurgie) et aidé au renforcement de la position de certaines branches d'industrie sur le marché capitaliste mondial.

Au plan économique, les gouvernants ont accepté d'emblée de respecter les conséquences des sacro-saintes lois du marché. « Le profit est légitime, s'exclamait Mauroy en novembre 1981. Nous sommes dans une économie de marché et nous ne la remettrons jamais en cause. »

Dès le début, tout était donc dit. Le gouvernement, formé d'une majorité de ministres socialistes et communistes, se privait de tout moyen de mener une action différente de celle des autres Etats du monde capitaliste. Car ce dernier est en crise et, moins que jamais, l'intérêt des patrons et celui des salariés ne peuvent se concilier.

Pour les maîtres de l'industrie et de la finance, une seule chose compte : leur capacité à vendre la production de leurs firmes au meilleur prix et en réalisant un profit en extension constante. Ces conditions ne sont plus réalisées depuis le milieu des années soixante-dix. Pour les capitalistes, les débouchés s'avèrent insuffisants pour écouler leurs marchandises, au meilleur prix. Peu leur importe à cet égard, que 40 000 êtres humains meurent chaque jour de faim, dans le tiers monde, alors que des millions d'autres se trouvent réduits à la misère au cœur même des pays industrialisés. Une seule chose compte à leurs yeux : revenir à un fonctionnement normal de leur économie, accroître leurs marges, redresser leur taux de profit, s'assurer durablement des parts du marché mondial contre leurs concurrents. Pour cela, ils appliquent partout les mêmes recettes, visant à faire payer à la population laborieuse les conséquences du dysfonctionnement du système.

Il n'y a plus de miettes à distribuer aux travailleurs ; regonfler les profits signifie abaisser massivement les coûts salariaux et diminuer le pouvoir d'achat des salariés. De même, puisqu'il y a crise de surproduction de marchandises, les capitalistes cessent de rechercher prioritairement la croissance de la production. Leurs investissements sont consacrés à la rentabilisation de l'appareil industriel. Cela passe en premier lieu par le « dégraissage des effectifs » et par des mesures visant à intensifier la « productivité du travail », grâce à l'utilisation de machines assumant la tâche de plusieurs ouvriers. Les bénéfices ainsi réalisés, les possédants les réinvestissent non dans des activités créatrices d'emplois, mais dans des placements destinés à éponger leur soif inépuisable d'un rapport maximum. Ce qui explique que, depuis une dizaines d'années, la spéculation – par exemple sur les marchés financiers internationaux – ait pris des proportions inégalées. L'irrationalité du capitalisme trouve ici son aboutissement.

Voilà pourquoi, dès lors qu'elle se soumettait aux lois du système, qu'elle se refusait à procéder à une redistribution radicale des revenus, à prendre le contrôle des investissements, et à se rendre maîtresse des échanges internationaux, la gauche ne pouvait que reprendre en compte les exigences du patronat.

Après l'échec de sa timide tentative de relance de la production par la consommation – qui se heurta à l'hostilité des patrons qui n'entendaient ni accroître le pouvoir d'achat

des salariés ni relancer la production – elle accorda la priorité à « l'équilibre extérieur » dont découla le choix de privilégier la lutte contre la hausse des prix, au détriment de la défense de l'emploi.

Avec le blocage des salaires et leur désindexation, au terme des plans d'austérité de 1982 et 1983, le gouvernement d'union de la gauche décida de faire payer aux salariés le prix d'une inflation dont leur pouvoir d'achat n'est pourtant nullement à l'origine. Puis, s'engageant dans une vigoureuse réhabilitation de « l'entreprise », comme lieu d'intérêt communs échappant aux conflits de classes, la gauche gouvernementale donna elle-même l'exemple du dégraissage des effectifs. Dans l'automobile, la sidérurgie, le secteur public, des dizaines de milliers d'emplois furent sacrifiés sur l'autel de la « modernisation », donnant le signal d'une offensive patronale tous azimuts pour économiser des salaires, supprimer des postes de travail, intensifier la productivité.

Logiquement, cette orientation a débouché, avec la formation du gouvernement Fabius en juillet 1984, sur un retournement d'alliance et une tentative d'ouverture en direction d'une fraction de la droite. Après avoir utilisé le PS de l'Union de la gauche pour affaiblir le PCF, le temps était venu pour Mitterrand d'utiliser les institutions bonapartistes de la V[e] République pour rompre les derniers fils le reliant encore à l'héritage du 10 mai.

Dans un premier temps, l'hôte de l'Elysée s'efforça d'aviver les divisions internes au camp réactionnaire et de convaincre une partie de celui-ci de l'avantage d'une collaboration avec la social-démocratie. L'introduction d'un scrutin proportionnel qui laisse le jeu politique entre les mains des grandes formations institutionnelles eut notamment pour objectif de casser la bipolarisation entre la droite et la gauche. Ce faisant, furent créées les conditions susceptibles de transformer le PS en pivot d'une politique de « troisième force » inspirée de celle qui permit à la SFIO de gouverner avec la droite sous la IV[e] République. Devant l'échec temporaire de cette tentative, Mitterrand se prépare aujourd'hui à « cohabiter » avec une majorité parlementaire conservatrice à l'issue du scrutin de mars 1986.

Comment, dans ces conditions, s'étonner de la désaffection électorale et militante des couches qui avaient assuré la défaite de Giscard ? Et comment surtout, s'étonner du climat de défaite qui règne aujourd'hui dans les allées du pouvoir ?

Car l'idée qu'une attitude réaliste, c'est-à-dire la trahison des engagements de 1981, entraînerait la compréhension de la droite et du monde des affaires a vite révélé sa stupidité. Les cadeaux au patronat ne l'ont nullement désarmé. Bien au contraire, ils sont apparus comme autant de signes de la faiblesse des gouvernants : puisqu'avec un seul coup de poing sur la table on les faisait déjà reculer, cela valait la peine de frapper des deux mains... Les hésitants, qu'une politique ferme et déterminée aurait pu rallier, ont rapidement été récupérés par la droite. Et l'on a vu successivement toutes les catégories organisées par cette dernière, des petits patrons aux professions « libérales » en passant par les tenants de l'école du fric et des curés, descendre dans la rue, faisant à chaque fois reculer le pouvoir.

Ils ont affaibli la classe ouvrière

Pour les travailleurs, quel est le principal bilan de quatre ans de gouvernement de gauche ?

Sous les coups conjugués des chefs d'entreprise et des hommes au pouvoir, le pouvoir d'achat ne cesse de diminuer. En dépit des prévisions optimistes des services officiels et dans la lignée des années précédentes, les salaires nets accusent une baisse de 1,5 % cette année. L'allègement de la pression fiscale tant vantée par les apôtres du libéralisme ne profitera réellement qu'aux hauts revenus (industriels, gros commerçants, professions libérales...) déjà épargnés par le système d'impôts en vigueur en France.

L'emploi est la seconde grande victime de l'austérité mitterrando-fabiusienne. 2 300 000 salariés sont inscrits actuellement à l'ANPE. Seuls, l'extension du travail précaire et des emplois à temps partiel pour les femmes, le développement des travaux d'utilité collective (TUC), l'augmentation des départs en pré-retraite permettent d'éviter que le cap des trois millions de chômeurs n'apparaisse déjà à l'horizon. Mais certaines statistiques ne trompent pas. Selon les sources du ministère du Travail, trente-six emplois par jour vont être supprimés en Seine-Saint-Denis jusqu'à la fin de l'année et cinq cents par mois dans le Val-d'Oise. D'ici 1989, chaque année verra la liquidation de 100 000 postes de travail en moyenne.

Toutes ces attaques ne constituent que le hors-d'œuvre. Le plat de résistance s'appelle liquidation des acquis. Les porte-parole du CNPF le clament ouvertement : « Il faut supprimer le SMIC ». Et avec la reprise des négociations sur l'UNEDIC c'est une grande partie de la charge des licenciements que le patronat veut faire assumer aux salariés. Au-delà des allocations chômage et de leur financement, c'est l'ensemble du régime de la Sécurité sociale qui va être sur la sellette, par le biais du sempiternel débat sur son déficit. Le tout sur fond d'une attaque généralisée pour imposer la flexibilité du travail et des réglementations. Edith Cresson toujours aux avant-postes du combat pour éliminer toutes les contraintes des possédants, l'affirme haut et fort : « Battre les Japonais sur leur propre terrain et avec leurs propres méthodes. Adapter à la France les innovations sociales qui sont à la base des performances d'un pays comme le Japon, voilà le chemin. » On ne peut être plus clair.

Toute cette offensive est sous-tendue par un discours qui, abandonnant toute référence au changement social, répand l'idéologie de la résignation.

Le chômage et l'appauvrissement de secteurs entiers de la population seraient le prix à payer pour restaurer « notre » force de frappe industrielle. Que les firmes qui ne peuvent assumer la concurrence disparaissent ou qu'elles licencient ; l'Etat ne fera aucun effort pour leur venir en aide : tel est à présent le credo de ceux qui nous gouvernent. Cresson – encore elle – est explicite : « Nous ne pouvons pas continuer à subventionner avec l'argent des contribuables des entreprises qui perdent de l'argent. »

Complétant cette volonté, l'équipe au pouvoir nous indique qu'on ne peut rien faire pour empêcher cette gigantesque régression sociale, sinon créer quelques pitoyables structures d'accueil – comme les TUC – afin d'éviter que les statistiques du chômage ne grimpent en flèche et que des dizaines de milliers de laissés-pour-compte se voient contraints à camper sous les ponts, comme aux Etats-Unis.

Certaines fractions de la classe ouvrière doivent plus particulièrement faire les frais du marasme économique, sussurent encore les vainqueurs du 10 Mai. Les immigrés sont tout particulièrement visés. En période de crise, il convient en effet de se débarrasser d'une partie de cette main-d'œuvre que les entrepreneurs avaient fait venir dans les conditions les plus sordides lorsque les affaires marchaient. Les « clandestins » se voient donc refoulés, tandis que l'on interdit les « regroupements familiaux ». Les contrôles policiers se font si tâtillons qu'ils débouchent de plus en plus souvent sur de véritables chasses au faciès et sur des bavures mortelles.

Par son action, la gauche a donc produit des licenciés isolés, des chômeurs humiliés, des immigrés traqués. Elle alimente en retour la démagogie de la droite et du Front national trop heureux de récupérer le thème des « nouveaux

pauvres » et d'exploiter les progrès d'une délinquance produite par l'accroissement des inégalités. Et surtout, elle favorise parmi les travailleurs une désorientation et un désarroi qui affaiblissent considérablement leurs capacité d'action collective.

Le grand retour de la division

Aux effets dramatiques de ce bilan, s'ajoute la division acharnée qui oppose aujourd'hui les deux principaux partis ouvriers. Unis au gouvernement durant trois ans pour imposer l'austérité, le PS et le PCF cherchent à présent à entraîner les travailleurs dans leurs querelles d'appareil. Ils conjuguent leurs efforts pour obscurcir encore les perspectives.

Le Parti socialiste voudrait conduire les salariés à accepter l'austérité de gauche comme un moindre mal, face aux conséquences du retour au pouvoir d'une droite revancharde. Ecartelés entre leur solidarité avec la gestion gouvernementale et les aspirations de leur base, ses dirigeants tentent un périlleux exercice d'équilibre. Sans émettre la moindre réserve sur « l'assainissement » économique en cours, ayant vite abandonné leur référence à la « rupture avec le capitalisme », ils s'efforcent néanmoins de convaincre le « peuple de gauche » qu'ils n'ont pas renoncé à leur « identité socialiste ». Les hiérarques de la rue de Solférino tentent ainsi de profiter de la crise du PCF et de l'incapacité de ce dernier à restaurer sa crédibilité. « Une condition commande tout le reste, explique ainsi Poperen, le numéro deux socialiste, que nous soyons un recours pour ceux que Marchais désespère. » C'est une mission impossible que d'essayer de reconquérir l'électorat populaire tout en lui faisant subir une régression sociale sans précédent. Mais ses amis en tirent d'ailleurs la conséquence en prévoyant qu'ils perdront au moins cent sièges dans la prochaine Assemblée, malgré une réforme du mode de scrutin qui les avantage pourtant.

Principale victime des trahisons de l'après 10 mai et des méandres de l'Union de la gauche, le PCF s'est retiré du gouvernement, à la faveur du remaniement de juillet 1984. Particulièrement discrédité auprès des travailleurs qui voyaient auparavant, en lui, un défenseur de la cause ouvrière, il ne pouvait plus longtemps assumer la coresponsabilité de l'austérité. En faisant aujourd'hui flèche de tout bois contre son ancien allié, il entend au plus vite faire oublier ses trois ans de présence au pouvoir. Son objectif fondamental consiste à sauvegarder l'unité d'un appareil mis à mal par l'échec patent de son projet politique. Pour y parvenir, il imprime une tonalité radicale à son discours. S'appuyant sur la CGT, il encourage ses militants à se lancer dans des luttes sectorielles voire dans des actions minoritaires sur lesquelles les travailleurs n'ont pas plus leur mot à dire que sur les mesures anti-ouvrières cosignées par les ministres communistes. A l'alignement honteux sur la social-démocratie succède donc la polémique et le repli sans autre perspective politique que le renflouement électoral du PCF. Ayant rompu l'Union de la gauche, le parti de Marchais accepte à présent le retour de la droite et se garde bien de s'engager dans la seule voie qui pourrait répondre aux problèmes du moment : celle de l'unité des travailleurs contre l'austérité et pour les revendications, de l'action résolue pour reconstruire un rapport de forces permettant à la classe ouvrière de faire converger ses luttes et d'imposer, par sa mobilisation, une solution conforme à ses véritables intérêts.

Cette logique du repli et de la division s'accompagne d'une volonté des dirigeants du PCF de préserver leur image de « parti de gouvernement ». Dans ce but ils lient leurs critiques de la politique patronale et gouvernementale à des propositions de stratégie industrielle alternative. D'un même mouvement, PCF et CGT prônent par exemple le rapatriement de travaux exécutés à l'étranger et des investissements destinés à améliorer la compétitivité de l'industrie française, tout en sauvegardant l'emploi et les salaires. Une position aussi réaliste que celle qui consisterait à demander au capitalisme de fonctionner plus rationnellement, de revenir à l'expansion de jadis et d'en faire profiter les travailleurs.

Le syndicalisme à la croisée des chemins

Austérité, liquidation des acquis, division : à ce tableau déjà bien sombre, il faut encore ajouter l'inertie et l'impuissance d'un mouvement syndical qui laisse les patrons totalement maîtres du « jeu social ». Après le 10 mai 1981, les directions confédérales ont accepté d'être la béquille de l'Union de la gauche. Elles ont joué la carte d'une intégration dans les rouages étatiques, pour pratiquer avec le gouvernement et le patronat une concertation permanente faisant l'économie de toute mobilisation d'ampleur. Cette entreprise s'est soldée par un échec, malgré quelques velléités gouvernementales d'appuyer cette démarche. La crise économique, l'offensive patronale et l'austérité gouvernementale n'offraient en effet aucune miette à distribuer à travers les mécanismes de concertation. Le mouvement syndical a payé au prix fort cette tactique suicidaire, en perdant aux yeux du monde du travail sa fonction de défense élémentaire des intérêts ouvriers. Hémorragie militante, désaffection des adhérents, recul aux élections professionnelles : telle en fut la sanction pratique.

Quelles que soient leurs précautions de langage, les centrales ouvrières ont épousé les impératifs de la rigueur ou ne lui ont proposé aucune réponse à la hauteur des enjeux. Sur le terrain syndical, la division règne sans partage. Les dirigeants n'acceptent de mettre un terme à leurs querelles que pour signer en commun, au terme de parodies de négociations, d'infâmes accords, comme celui sur l'UNEDIC en juillet 1985 ou ceux qui ont permis la suppression de dizaines de milliers d'emplois dans un certain nombre de régions.

● **La CGT**, après avoir dévoyé la combativité dans des secteurs aussi décisifs que la sidérurgie, quand des représentants du PCF paradaient encore dans les ministères, épouse à présent l'orientation de la place du Colonel Fabien. Son appareil et ses capacités militantes sont utilisés au service de la cause électorale du PCF. Les initiatives minoritaires et aventuristes, comme à SKF ou à Renault, s'accompagnent d'un discours chauvin centré sur la défense de l'industrie française.

Cette politique laisse les travailleurs spectateurs et tout aussi désemparés qu'auparavant devant les attaques redoublées du patronat et du pouvoir. Car la CGT, en procédant ainsi, ne crée aucune des conditions réellement favorables à l'action de masse. Elle se contente de dénoncer les méfaits de l'austérité, mais renonce à remplir sa fonction première : celle d'un syndicalisme de mobilisation, d'action directe, de mise en mouvement de la majorité des travailleurs.

● **La CFDT** poursuit dans la voie de son « recentrage » de 1978. Nourrissant toujours l'ambition d'être une « deuxième gauche » caractérisée par le réalisme, la modération et la volonté de se poser en conseiller « ès-rigueur », elle a mis en cause son existence même. Elle risque à présent de perdre purement et simplement sa fonction de défense des intérêts des travailleurs. Ce qui n'empêche pas sa direction de s'engager toujours plus dans la voie du bradage des acquis et du syndicalisme de classe, acceptant totalement la déréglementation complète du temps de travail et l'allongement du temps d'utilisation des machines. Dans cette voie, Maire va même jusqu'à préparer les conditions de sa future collaboration avec

la droite. Le 20 août, il déclarait ainsi au *Monde*: « A quelques mois des élections législatives, rien d'essentiel, au moins dans leur attitude face au chômage grandissant, n'apparaît distinguer la gauche rassembleuse et modernisatrice et la droite démocratique et intelligente. »

● **Force ouvrière** tente de transformer le désarroi ouvrier en progression de sa centrale. Elle exploite sans vergogne le soutien des autres centrales au gouvernement pour se donner l'image d'une organisation indépendante. Et elle cherche à fonder la crédibilité de la « concertation » qu'elle pratique avec obstination sur les éléments de dégradation du rapport de forces de la classe ouvrière face aux possédants. Voilà qui se trouve bien dans la tradition d'une confédération qui, depuis des lustres, se partage avec le CNPF les présidences de caisses de Sécurité sociale.

● **La FEN** ayant captiulé en rase campagne devant l'offensive de la droite et des évêques sur la laïcité a contribué à ébranler elle-même sa propre identité. Ce qui n'a pas peu contribué à favoriser l'offensive scissionniste de FO et les manœuvres d'une partie de l'appareil cégétiste qui entendent parachever la grande division syndicale de l'après-guerre.

Tout cela suscite pourtant des réactions au sein même de chacune des confédérations. Celles-ci sont le produit d'un rejet commun de l'adaptation du syndicalisme à la crise du système et à la faillite des directions ouvrières réformistes. La révision en baisse des revendications, le refus des centrales de proposer une politique visant à restaurer les capacités de combat des salariés, l'incapacité de leurs directions à endiguer la désyndicalisation et à répondre à l'attente des jeunes, des immigrés, des chômeurs provoquent des réactions qui, en dépit de leur caractère éclaté, constituent un ferment pour la reconstruction d'un mouvement syndical unitaire, démocratique et de classe. La résistance au rencentrage qui s'est spectaculairement manifesté au dernier congrès de la CFDT et le rejet par la base de FO et de la CFDT, de la signature des accords sur la flexibilité en décembre 1984 en constituent autant d'indices.

Ils n'ont rien appris

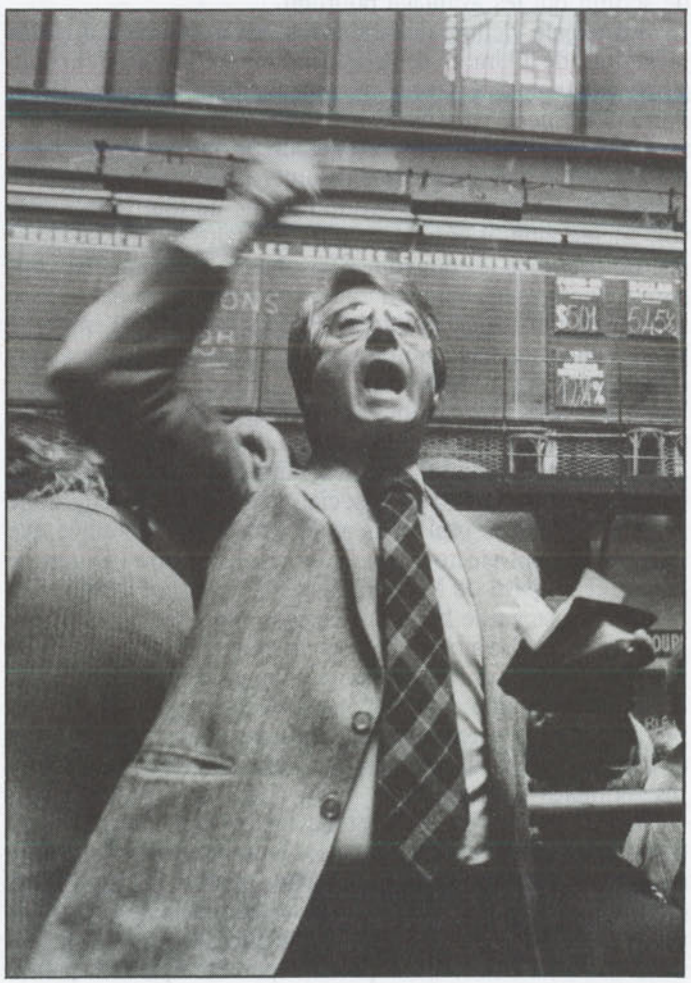
« Ils n'ont rien appris » : ainsi réagissent, au vu d'un pareil gâchis, des dizaines de milliers de travailleurs et de travailleuses. La façon dont se disposent les directions du mouvement ouvrier, à l'approche des élections législatives de 1986, ne peut que les conforter dans ce jugement. Tout comme l'obstination criminelle de la gauche gouvernante à poursuivre dans la même direction.

Il n'a en effet rien appris, ce gouvernement qui, à l'approche d'une échéance décisive, s'enferme dans une austérité plus brutale que jamais. « Pas question d'assouplir la rigueur », dit Fabius. Et pour le prouver, il nous mitonne un budget 1986 qui, entre autres mesures, prévoit des coupes claires dans l'aide étatique à la protection sociale.

Ils n'ont rien appris non plus, ces dirigeants socialistes, qui feignent de s'émerveiller devant les résultats de leur politique d'assainissement. Son échec est cependant patent. Loin de sortir l'économie capitaliste du marasme, les choix opérés par le gouvernement sous la pression des milieux d'affaires ont conduit à une nouvelle contraction des débouchés. La restructuration de l'appareil industriel, en provoquant le démantèlement de branches entières et la disparition de dizaines d'entreprises, aboutit à une réduction de la demande de biens de production (matières premières, machines-outils, équipements industriels, etc.) Parallèlement, les attaques contre le pouvoir d'achat des salariés diminuent la demande des ménages, donc la possibilité d'écouler une partie des biens de consommation. Conséquence immédiate, contrairement au principe défendu par l'ancien chancelier social-démocrate allemand Helmut Schmidt (« Les profits d'aujourd'hui font l'investissement de demain et l'emploi d'après-demain »), l'investissement productif continue de reculer : de 2,9 % en volume, selon la commission des Comptes de la nation. A l'inverse, les placements financiers augmentent considérablement, montrant que le patronat français préfère consacrer ses bénéfices à des spéculations en Bourse, plutôt que d'accroître ses capacités de production. Pour palier cette impasse,le pouvoir encourage les marchands de canons français à accentuer leur recherche effrénée de marchés de substitution afin de gonfler rapidement leurs marges. Construction de l'avion de combat, plan Eurêka, modernisation de la force de frappe : à l'instar des autres Etats occidentaux confrontés à la crise, la France développera massivement la production d'engins de destruction. Au risque de conduire la planète à sa perte.

Ainsi se confirme une vieille leçon. La crise généralisée que connaît le système ne peut se résorber en quelques années. Il a fallu près de vingt ans et une guerre mondiale pour que le capitalisme sorte de la précédente situation de ce type. Aujourd'hui, un nouveau cycle d'expansion ne s'ouvrira pas avant que les classes dominantes du monde occidental soient parvenues à restructurer de fond en comble leurs économies. Ce qui passe par une dégradation sans précédent des conditions de vie et de travail du peuple travailleur. Dans ces conditions, l'austérité ne peut appeler que l'austérité, comme le prouve le rapide échec de la « relance » que viennent de connaître les Etats-Unis.

Tel est l'aboutissement d'une logique infernale : celle de la gestion du capitalisme en décomposition. Et celle-ci ne peut mener le mouvement ouvrier qu'à des déboires toujours plus graves, à commencer par ceux qui résulteront d'une victoire de la droite au printemps prochain.



Ce que la droite veut et nous prépare

Sinon les battus de 1981, qui pourrait à présent engranger les bénéfices de la politique menée par la gauche et de l'affaiblissement consécutif de la classe ouvrière ? Stasi, l'un de ces centristes qui ne sont jamais avares d'appels du pied aux dirigeants socialistes, ne dissimule pas les appétits que suscitent, dans son camp, les trahisons gouvernementales : « Avec un peu de chance, les socialistes paieront leur réussite économique de leur échec électoral et c'est nous qui toucherons les dividendes de la politique qu'ils auront conduite. »

Quel contraste saisissant entre cette arrogance et le dépit qui marquait les représentants de la droite aux lendemains d'une élection qui leur avait fait perdre ce pouvoir qu'ils monopolisaient depuis vingt-trois ans. Il n'aura donc fallu que quelques années à ces partis exécrés pour se refaire une santé, relever la tête et restaurer partiellement leur crédibilité électorale.

Au fur et à mesure que la gauche tournait le dos à ses engagements, répandant désarroi et déception parmi ses partisans, l'opposition put exploiter tous les mécontentements, utiliser toutes les possibilités d'obstruction que lui laissaient les institutions (Sénat, Conseil constitutionnel) et exploiter le sentiment d'insécurité provoqué dans l'opinion par l'approfondissement de la crise. Simultanément, elle récupérait à son profit le discrédit frappant, du fait des reniements gouvernementaux, une série de valeurs traditionnellement défendues par le mouvement ouvrier. C'est ainsi que « la défense des libertés » est devenue le maître mot d'hommes qui multiplièrent les dispositions anti-démocratiques lorsqu'ils étaient aux affaires. Qui ne se souvient des dissolutions d'organisations d'extrême gauche, des lois scélérates ou des juridictions d'exception qui permirent, en leur temps, de trainer des centaines de militants ouvriers devant les tribunaux ? N'empêche ! Quand la gauche gouvernante fait du renforcement de l'appareil policier l'un des éléments principaux de son bilan, quand elle traque les immigrés « clandestins », quand elle renoue avec les extraditions de militants étrangers, les héritiers de Versailles et de Vichy peuvent afficher un « look » plus respectable.

Progressivement, la « défense des libertés » fut associée à la « défense de l'entreprise » censée, pour les idéologues du camp bourgeois, être porteuse des « qualités de l'individu ». Et celle-ci déboucha sur une offensive en règle contre « l'hypertrophie de l'Etat », accusé d'étouffer les industriels sous les charges et les réglementations. Le sens de cette campagne s'éclaire parfaitement à la lumière des exigences du patronat français : « Nous demandons pour nos entreprises la liberté des prix et des salaires ; la liberté d'innover, d'exporter, d'importer, d'emprunter, de choisir, de risquer. La liberté d'embaucher et pour mieux embaucher, de licencier. La liberté de s'adapter à un monde qui change. En un mot, la liberté de vivre. »

Comment ne pas voir que sur ces thèmes, la droite a connu d'indéniables succès, dont les sondages fournissent régulièrement les indices ? S'il en fut ainsi, c'est que les hommes au pouvoir avaient capitulé sur toute la ligne. Les dispositions législatives contestées par la bourgeoisie furent abandonnées ou leur application différée. Les gouvernants sont même allés jusqu'à reprendre à leur compte un discours néo-libéral, où l'engagement à réduire le rôle de l'Etat se double de la promesse de réduire la pression fiscale sur les hauts revenus. Et il se trouve même aujourd'hui des « socialistes » pour envisager la dénationalisation du secteur public !

Le programme de la revanche

A l'évidence, un pareil climat a permis aux dirigeants de la droite d'étayer leurs plate-formes pour 1986, sur l'exemple des politiques anti-ouvrières menées aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne ou en Allemagne fédérale. Car, au travers de leur stratégie de reconquête, les chefs de file de la réaction n'ont jamais renoncé, eux, à la lutte des classes. Alors que Mitterrand, Mauroy, Fabius et leurs gouvernements successifs exaltaient le « compromis social », Gattaz leur rétorquait : « Nous défendons nos entreprises en péril et cette défense ne supporte et ne supportera ni compromis ni compromission. »

Ni compromis ni compromission dans la défense des privilèges des maîtres de la finance et de l'industrie : par delà quelques nuances, toutes les propositions de la droite sont inspirées de cette philosophie. Toutes agitent les mêmes thèmes : primauté de l'offre sur la demande, sélection accrue des élites, Etat minimum, sacrifices démultipliés pour les travailleurs, répression pour les opposants à la liberté d'exploiter.

☐ **Austérité redoublée.** La logique du programme de la droite, c'est une austérité renforcée pour les salariés. Dans son plus récent ouvrage « théorique », *Réflexions pour demain*, Barre désigne fort bien les victimes de ses propositions : « L'impératif du rétablissement du déséquilibre extérieur ne doit jamais s'accomplir au détriment des entreprises (...) Pour restaurer l'équilibre extérieur, il est nécessaire de contenir la consommation intérieure (...) La France doit aujourd'hui, parce qu'elle ne peut pas faire autrement, accepter un net ralentissement de son activité économique et une baisse du pouvoir d'achat. Mais l'austérité ou la rigueur ne sauraient être une fin en soi, un simple ajustement en baisse des niveaux d'activité, d'emploi, de revenu (...) Son objet est d'assurer un assainissement en profondeur, préparant les bases d'une expansion nouvelle durablement compatible avec le maintien des équilibres retrouvés. »

Plus cyniquement encore, le document élaboré en commun par le RPR et l'UDF à l'occasion de la Convention libérale des 8 et 9 juin 1985 explique : « Il ne saurait être question de dire que, du jour au lendemain, le chômage peut être résorbé (...) Il n'y aura pas de richesses à distribuer, mais des dettes à rembourser. » Les dirigeants réactionnaires laissent d'ailleurs entendre que, dès leur accession au pouvoir, ils augmenteront les tarifs publics, mesure qui pénalisera tout particulièrement les plus démunis.

☐ **Liberté sans borne pour les possédants.** Dans ses différents documents, la droite ne jure que par le « renforcement des libertés publiques ». Derrière ces termes pompeux,

c'est une logique d'élimination des entraves au pouvoir des capitalistes qui transparaît. La « liberté de l'école » dissimule mal le projet de démantèlement de l'école publique, au profit d'un enseignement dominé par le fric et les curés. De même, la « liberté de la presse et de la communication audiovisuelle » laisse présager une offensive tous azimuts des requins du monde médiatique ainsi que le démantèlement de la plupart des organismes publics d'information.

Tout une orientation se concentre, au bout du compte, en deux phrases mises en exergue de l'« Accord pour gouverner » signé en avril dernier par le RPR et l'UDF : « Liberté d'entreprendre, de produire et d'échanger, droit de propriété ».

☐ **Déréglementation tous azimuts**. RPR et UDF accompagnent tous leurs textes d'un catalogue de dispositions empruntées au libéralisme de Reagan ou de Thatcher.

« Réduction de la part des dépenses publiques dans le produit national et allègement des prélèvements obligatoires », promettent les chefs de la droite. C'est clair : les possédants paieront moins de taxes tandis que la population laborieuse sera brutalement touchée par la diminution des dépenses sociales et le démantèlement des systèmes de protection.

« Suppression des réglementations abusives qui entravent la liberté d'entreprendre », ajoutent-ils. Comment interpréter cette phrase, sinon comme la promesse que les capitalistes verront s'accroître leurs droits... d'exploiter leurs salariés, ceux-ci voyant même contester leur possibilité de se défendre avec le maximum d'efficacité. N'est-ce pas le programme du RPR qui prévoit, qu'après 1986, les rémunérations devront être négociées entreprise par entreprise, sans que les grandes organisations ouvrières puissent peser au niveau des branches ou au plan national ? Le texte de l'« Accord pour gouverner » ne dit d'ailleurs pas autre chose, quand il prône « la libération des rapports sociaux par la renaissance de la politique contractuelle (...) et le refus de l'emprise excessive des syndicats politisés sur la vie de l'entreprise et du pays. »

☐ **Privatisation et dénationalisations.** Toutes les composantes du camp réactionnaire prônent la dénationalisation des entreprises passées sous contrôle étatique depuis 1981. Et si des contradictions apparaissent entre Giscard, Chirac et Barre sur le sort des firmes nationalisées à la Libération, ils s'accordent cependant pour aller vers le démantèlement des services publics, en dénationalisant certains d'entre eux et en gérant les autres selon les mêmes critères que dans le privé. Barre parle notamment de « gestion de type privée des entreprises publiques » et le RPR indique : « L'organisation des cliniques privées, des écoles libres préfigure à bien des égards, ce que pourrait être un système de prestations publiques. »

☐ **Démantèlement du système de protection sociale.** RPR et UDF prévoient d'introduire l'assurance volontaire pour les « petits risques » ainsi que de faire appel aux retraites par capitalisation, au moyen d'incitations fiscales. Barre est encore plus explicite quand il en appelle au transfert des cotisations patronales sur les salariés et à l'intervention d'autres institutions que la Sécurité sociale.

☐ **Priorité à la répression.** L'opposition ne jure que par le « reflux de l'Etat ». Mais ce bric-à-brac idéologique ne représente qu'un masque pour camoufler le type de pouvoir et le type de société appelés de leurs vœux par les politiciens de droite. Ainsi, selon leurs plans, l'Etat verra ses fonctions réduites « à ses missions essentielles de sécurité, défense et justice ». C'est la promesse sans fard d'un retour à l'autoritarisme et à la répression. Autoritarisme et répression sur lesquels Chirac est encore plus précis : « Donner à la police les moyens humains et matériels de sa mission de prévention et de répression, rendre vigueur à une politique pénale aujourd'hui laxiste et utopique .»

□ **Haro sur les immigrés.** Entendant tout à la fois parachever la politique entamée par la gauche pour « maîtriser les flux migratoires » et disputer à Le Pen le filon du racisme, les politiciens réactionnaires annoncent une offensive brutale contre la population immigrée. Dans un document commun, chiraquiens et giscardiens proclament : « Il sera mis en œuvre une politique de contrôle et de limitation de l'immigration. » Et, si l'on veut avoir une idée du climat qui présidera à cette orientation, il est utile de se reporter à l'ouvrage d'un ancien responsable du Parti républicain : « Les petits Français deviennent étrangers dans leur propre pays, n'hésite-t-il pas à affirmer... Dans les quartiers où existent de fortes communautés étrangères structurées, la situation échappe aux autorité de la République. En devenant des mosaïques ethniques, nos villes portent en germe des conflits sanglants. »

Qui ne voit la parenté de telles affirmations avec la rhétorique xénophobe d'un Le Pen ? Celui-ci exulte d'ailleurs ouvertement : « Je vois le reflet tellement évident du programme du Front national que j'en suis tout réjoui. Nous aurons eu au moins cette influence sur la vie politique, d'avoir donné à l'UDF et au RPR un programme de droite. » Sans commentaire !

Faire barrage à leur retour ! Mobiliser contre leur politique !

La montée actuelle de la droite n'est pas irrésistible. Le camp réactionnaire n'est réellement fort et arrogant que parce que ses adversaires se montrent pitoyables.

Pour asseoir durablement son autorité, si elle l'emporte en mars prochain, la droite ne peut se contenter de gagner les élections. Il lui faut encore souder autour d'elle les principales fractions de la classe dominante, renforcer ses

partis, se doter d'une base sociale dépassant les secteurs traditionnellement acquis. C'est précisément son incapacité de répondre à ces problèmes qui perdit Giscard, voici maintenant quatre ans. Force est, sur ce plan, de constater que depuis, le camp bourgeois n'a guère fait de progrès. Au-delà de sa capacité à attirer les suffrages de certaines catégories populaires, l'enracinement social de ses partis demeure faible dans les fractions les plus nombreuses de la population, parmi les ouvriers et les employés notamment. Ses appareils politiques ne parviennent qu'à grand-peine à se renouveler. Et la guerre des chefs fait rage, avec d'autant plus d'acuité qu'aucun des postulants à la succession de Mitterrand n'est en mesure de prendre le pas sur ses rivaux.

Il n'en demeure pas moins qu'il serait irrresponsable de sous-estimer la menace. Affaiblie par les coups que lui a porté la gauche gouvernante, la classe ouvrière se trouve en position bien plus difficile pour affronter la politique accentuée de régression sociale qui accompagnerait le retour aux affaires des battus d'hier. D'autant que ce retour s'accompagnerait de l'essor de l'extrême droite qui profite tout à la fois du recul de l'espoir à gauche et de la politique du RPR et de l'UDF.

Chacun à sa façon, Giscard, Chirac et Barre ont frayé le chemin au parti de Le Pen. Pour refaire le terrain perdu en 1981, ils se sont servis des slogans propres à souder autour d'eux les couches les plus conservatrices, à commencer par l'exaltation de la loi et de l'ordre. Ils ont largement ouvert les bras à des transfuges ou à des militants d'extrême droite, les incluant parfois même sur leurs listes électorales. Ils ont puisé dans les thèmes traditionnels de sa démagogie bon nombre des aspects de leurs programmes respectifs. Aujourd'hui, le Front national se trouve en mesure d'exercer une attraction permanente sur la base de la droite classique comme l'attestent les sondages – qui révèlent par exemple qu'un tiers des sympathisants chiraquiens préfèrent Le Pen à Rocard – ou la multiplication des transfuges qui s'en vont renforcer les structures militantes de l'extrême droite. Un pareil contexte ne peut qu'encourager les secteurs les plus durs du camp bourgeois à passer à l'action directe contre les travailleurs et leurs organisations si la droite triomphait l'an prochain.

Alors oui, il faut sans la moindre hésitation s'opposer au retour de cette droite et dénoncer, dès à présent, son véritable programme. Non pas en dédouanant les gouvernants de leurs responsabilités dans son essor actuel. Mais parce que chaque travailleur le sait bien : au lendemain d'une victoire électorale de la réaction, il sera confronté à l'arrogance insupportable du patron et de ses représentants. Ceux qui, le 10 mai, affichaient une mine déconfite, ne se sentiront plus de limites pour marquer leur volonté de revanche et faire passer dans la vie quotidienne de l'entreprise les conséquences de leur triomphe.

Une autre politique est nécessaire : elle est possible

Il faut voir les choses en face : avec la gauche au gouvernement, c'était et ce sera, si elle y reste, l'austérité ; avec l'alliance du PS et d'une partie de la droite, ce serait encore l'austérité ; avec le retour de la droite, ce serait toujours l'austérité.

De tous côtés, on cherche à nous persuader qu'il n'y pas d'autre politique possible : la crise étant fatale, les mesures d'austérité le seraient aussi. La télévision nous dit « Vive la crise ! » avec le culot de ceux qui ne la subissent pas. Yves Montand, décidément tombé bien bas, remettra même ça pour s'écrier : « Vive la guerre nucléaire ! »

Alors, la crise est-elle fatale ? Oui, si on laisse le système capitaliste du profit dicter sa loi. Non, si on prend les moyens de lui tenir tête, d'entraver son fonctionnement, d'ouvrir une voie pour en sortir. Et l'austérité est-elle donc fatale, elle aussi ? Oui, si on accepte les exigences des capitalistes comme une règle de fonctionnement pour l'ensemble de la société. Non, si on a pour boussole les intérêts de toute la population laborieuse, et non ceux de la minorité qui vit du travail des autres.

L'austérité avec la gauche ou pire avec la droite ? Il faut choisir, nous explique-t-on à la veille des prochaines élections de mars 1986. Mais sous prétexte que ce serait sans doute pire avec la droite, faut-il se résigner à ce qu'on dépeint comme le moindre mal, c'est-à-dire la politique actuelle du gouvernement ? Faut-il choisir la peste pour échapper au choléra ? Alors que justement c'est cette politique-là qui décourage les travailleurs, leur porte des coups et redonne du cœur au ventre des battus du 10 mai 1981 ? Il y a un autre choix, le seul qui soit efficace contre la crise et qui refuse à la fois le retour de la droite et l'aggravation de l'austérité : c'est celui d'une vraie politique de gauche, de la **rupture avec le capitalisme.**

A ce seul mot, on entend tous les « experts » et politiciens s'exclamer : « Rompre avec le capitalisme, c'est dire adieu à la liberté ! Regardez ce qui se passe en Union soviétique et dans les Etats satellites ! »

Il est vrai que dans ces pays, la vie n'est pas gaie pour les travailleurs. Trouver de quoi se nourrir et s'habiller décemment est un tracas quotidien. La terreur policière y règne contre la classe ouvrière et tous les opposants. Les idéaux socialistes de liberté et d'émancipation y ont été retournés en leur contraire par la propagande officielle : le silence et la soumission sont la règle. La sale guerre de l'armée soviétique en Afghanistan et la répression des travailleurs polonais et de leur syndicat Solidarnosc n'ont rien à voir avec le socialisme : ils sont autant de mauvais coups portés contre lui par les bureaucrates du Kremlin.

Mais cela peut-il faire oublier que le capitalisme ce n'est pas autre chose qu'une vie de plus en plus difficile pour les travailleurs des pays industrialisés (et le chômage pour des dizaines de millions d'entre eux), 40 000 morts de faim tous les jours dans les pays pillés par les plus riches. En quoi l'abominable régime de dictature qui sévit à l'Est pourrait-il justifier la barbarie et l'irrationalité du système qui est en vigueur à l'Ouest ? Les crimes de Staline et de ses successeurs ne rendent pas moins odieuses et insupportables l'exploitation et l'oppression.

Que les capitalistes, leurs idéologues professionnels, écrivassiers et pisse-copies en tous genres aient intérêt à justifier l'ordre établi, cela se comprend parfaitement : après tout, ils en vivent. Mais il existe des travailleurs et des travailleuses, dégoûtés par l'expérience récente de la gauche au gouvernement, par le bilan de faillite du PS et du PCF depuis cinq ans, sachant à quoi ressemble « le socialisme réellement existant » des Gorbatchev et Jaruzelski, qui se mettent à penser, eux aussi, que l'avenir est bouché et qu'il n'y a pas d'autre solution que d'attendre que ça se passe.

Mais ça ne passera pas. La crise va aller en s'aggravant, tout le monde le sait. Les coups vont pleuvoir et les chômeurs se multiplier comme champignons après la pluie. Pour s'en sortir, il n'y a pas d'autre voie que la lutte pour imposer tous ensemble une autre politique. Bien sûr, cette voie-là n'est pas bordée de roses. Elle est difficile et hérissée d'obstacles. Mais à tout prendre, elle est moins pénible que la résignation passive face aux attaques dont on ne nous a servi que le hors-d'œuvre.

Tournons un instant nos yeux vers le Nicaragua. Ce petit pays d'Amérique centrale, pauvre et dénué de tout, fait face à une guerre cruelle qui lui est imposée par la première puissance de la planète, les Etats-Unis. Si Reagan veut la peau du Nicaragua, c'est parce que les ouvriers et les paysans y ont renversé la dictature et pris en main leurs affaires, mettant ainsi fin à un demi-siècle de dépendance avec l'oncle Sam.

Malgré l'agression américaine, qui lui coûte tant en vies humaines et en destructions matérielles, le peuple nicaraguayen a fait des pas de géant pour supprimer l'ignorance, la misère et le sous-développement. Il n'a touché à aucune des libertés fondamentales d'organisation et d'expression. Et il s'est exprimé dans des élections qui sont un modèle d'égalité et de proportionnelle intégrale.

La France, comme les autres pays capitalistes d'Europe et d'Amérique du Nord, est autrement plus développée. Les ressources sur lesquelles pourraient s'appuyer les travailleurs pour bâtir une société nouvelle sont infiniment plus grandes. A cet égard, la situation diffère beaucoup du Nicaragua. Mais une chose est commune : là-bas comme ici, la fin de l'exploitation et de l'oppression ne peut être obtenue que par la lutte commune de ceux et celles qui en sont les victimes. Et cette lutte peut ouvrir les portes d'un avenir qui ne soit ni le goulag stalinien ni la barbarie capitaliste. Entre l'un et l'autre, il n'y a pas à choisir, contrairement à ce que voudraient nous faire croire la classe de possédants à l'Ouest ou la caste des privilégiés à l'Est qui sont bien d'accord là-dessus.

Le seul choix qui en vaille la peine, c'est celui du **combat pour le socialisme, pour une société libre et démocratique fondée sur le pouvoir des travailleurs et des travailleuses eux-mêmes.** Il est nécessaire et il est possible.

Produire pour satisfaire les besoins

Car les besoins les plus fondamentaux ne sont pas

satisfaits, y compris dans les métropoles industrialisées, comme la France. Il en va ainsi du droit au travail, droit pourtant fondamental de l'homme. De la même manière, en dépit d'un développement fulgurant des capacités et des techniques de production, l'usage d'un logement décent n'est pas non plus satisfait, en ce dernier quart du vingtième siècle. Et la régression du pouvoir d'achat comme les coupes claires dans les budgets sociaux et les équipements collectifs empêchent l'accès de tous à la santé. Devant de tels faits, une autre logique peut être mise en œuvre. Elle consiste à prendre comme point de départ la satisfaction de ces besoins du plus grand nombre. Elle suppose d'en finir avec une économie qui ne fonctionne que pour le profit exclusif d'une toute petite minorité d'accapareurs. Cette rupture radicale passe d'abord par le recensement des besoins non assurés. Sur cette base, il est possible de redéfinir les objectifs fondamentaux de la production. Une planification élaborée démocratiquement par les salariés et leurs organisations, pourrait, dans ce cadre, déterminer les grandes décisions industrielles et commerciales.

Naturellement, cette démarche implique la maîtrise complète des leviers de commande, à commencer par ceux des grandes sociétés industrielles et des établissements de crédit. Pour briser leur résistance, il faudrait en premier lieu expulser les patrons de leurs sièges de P-DG, et à l'inverse des nationalisations de 1981, ils ne recevraient pas le moindre centime d'indemnisation. Ils ont suffisamment volé les travailleurs pour qu'il n'y ait rien à leur rembourser.

Bien sûr, toutes ces mesures ne peuvent suffire à contrôler l'ensemble des mécanismes de décision, notamment au niveau financier. On le sait, même nationalisés dans leur majorité en 1981, les établissements de crédit ont continué à fonctionner au service des grandes sociétés. C'est que le développement de l'économie atteint aujourd'hui un tel niveau que ses réseaux internationaux confèrent à des holdings industriels et financiers un pouvoir supranational, capable de défier celui de l'Etat capitaliste lui-même.

Briser cette domination est cependant possible. Il faut pour cela instaurer aux frontières un contrôle de toutes les transactions financières et marchandes effectuées par les multinationales comme par l'ensemble des groupes industriels ou bancaires du pays. Il n'existe aucun obstacle technique à la réalisation de telles mesures. Il faut simplement que le pouvoir politique en ait la volonté et qu'il s'appuie sur les travailleurs. Ce n'est en effet que sur la base de la mobilisation de la classe ouvrière qu'il deviendra possible de dresser un état réel du potentiel productif. Car l'anarchie d'un système qui repose sur des firmes agissant indépendamment les unes des autres, empêche la bourgeoisie elle-même d'avoir une vue exhaustive de son propre appareil économique. De surcroît, les patrons se réfugient derrière la pratique du secret pour dissimuler leurs opérations et leurs placements spéculatifs. Dans ces conditions, seule l'action des salariés peut imposer le contrôle de la société sur l'activité économique par l'ouverture de tous les livres de comptes, par l'accès à tous les documents et accords entre capitalistes.

Au bout du compte, une telle organisation pourrait permettre de décharger les travailleurs des tâches les plus pénibles – grâce à l'utilisation maîtrisée des innovations technologiques – de redistribuer les richesses nationales selon les vrais besoins de la population, d'assurer le plein emploi.

Les moyens existent

« Objection !» nous diront les experts « modernistes » qui monopolisent aujourd'hui la presse, la radio, la télé. « On ne peut gagner plus qu'on ne produit et les richesses à répartir sont limitées par une croissance voisine de zéro. » Allons donc ! Les experts les plus en vue admettent que le potentiel de production est parvenu, depuis quinze ans, à un niveau rendant possible de nourrir toute la planète.

Quant aux richesses, parlons-en ! Il existe de formidables ressources financières immédiatement disponibles. Les gouvernements qui se sont succédé n'y ont jamais touché. Pour le démontrer, nous donnerons quatre exemples qui attestent du caractère scandaleux du budget 1985, qui préfère rogner les crédits sociaux mais épargner les grandes fortunes.

- Si grâce à une véritable réforme fiscale, tout ce qui dépasse un revenu mensuel de 40 000 francs était récupéré, la collectivité disposerait tout de suite de 4,2 milliards de francs.
- 10 % des habitants les plus riches du pays possèdent 54 % du patrimoine national, outil de travail compris. Cela représente environ 5 400 milliards. Pendant ce temps, 10 % des habitants les plus pauvres ont un revenu quatorze fois inférieur à ces 10 % les plus riches.

Une simple taxation de 1 % sur la fortune permettrait de récupérer sans délai 50 milliards de francs.

- De plus, 50 autres milliards pourraient être récupérés par l'abaissement des taux d'intérêt pratiqués par les emprunts d'Etat, allant jusqu'à 16 %! Ce qui alourdit la dette de l'Etat qui, dans le budget 1985, progresse de 20 %.
- Un contrôle serré permettrait en outre de s'attaquer à la fraude fiscale. On l'estime à cent milliards. Le rapatriement de ces capitaux pour une utilisation collective serait d'un poids considérable.

De l'argent, il y en a donc. Et il serait mieux utilisé au service des besoins de la population laborieuse.

« Voilà qui va nous isoler du reste du monde », renchériront nos bons esprits. Il n'en est rien. Une logique de rupture avec l'économie de marché entraînera une renégociation de tous les échanges jusqu'alors pratiqués avec les autres pays capitalistes. Mais l'interdépendance des économies est telle qu'aucun de ces derniers ne pourrait prendre le risque d'une rupture, sauf à remettre gravement en cause son propre équilibre, en particulier commercial. De surcroît, cette logique peut permettre de passer des accords directs avec les pays du tiers-monde soucieux d'assurer à leur production des débouchés stables et indépendants des sautes d'humeur du dollar ou des multinationales.

Ouvrir la voie à un gouvernement au service des travailleurs

Pour rompre avec le capitalisme, un gouvernement réellement soucieux de l'intérêt du plus grand nombre susciterait la plus large mobilisation populaire. Il répondrait immédiatement aux revendications les plus urgentes et n'hésiterait pas à s'en prendre au pouvoir des capitalistes. Cela provoquerait un soulèvement de la France du fric et des privilèges ? Sans doute. Mais sans que ses intérêts soient lésés, cette France-là n'a pas hésité à descendre dans la rue, au cours des trois années écoulées. A l'inverse de la lâcheté des gouvernants actuels, la force d'un gouvernement faisant appel à la classe ouvrière mobilisée, la ramènerait vite à la raison.

On ne peut décréter la formation d'un tel gouvernement. Il ne peut être que le résultat d'un ample mouvement social, d'un puissant élan de la classe ouvrière au cours duquel cette dernière prendra en main les affaires du pays. Avancer sur cette voie, c'est possible. Ici et maintenant. Dans l'action quotidienne contre les attaques du grand capital, en reconstruisant l'unité ouvrière, en préparant un mouvement d'ensemble pour faire échec à la politique du gouvernement, on crée les conditions par lesquelles un tel débouché politique viendra à l'ordre du jour.

C'est dans cette voie que la LCR propose de s'engager.

Forger l'union dans les luttes : pour riposter au gouvernement, pour barrer la route à la droite

Nouvelles solidarités pour Edmond Maire, nouveaux critères de gestion pour Henri Krasucki, nouveau ceci ou nouveau cela, les dirigeants des syndicats ne manquent pas d'eau pour noyer le poisson. Face à la crise, ces recettes ont toutes et toujours en commun de rendre les travailleurs et les travailleuses solidaires des patrons pour la note à payer. La vérité pourtant, on la connaît. Les profits ne se portent pas trop mal pendant que les conditions de vie et de travail des salariés, elles, ne font qu'empirer. Alors, pourquoi donc la classe ouvrière devrait-elle le moins du monde se sentir solidaire des gros bonnets du patronat ? Elle n'est jamais conviée à partager les bénéfices et, maintenant, elle devrait accepter de régler les frais de la crise ?

A tous ces nouveaux trucs, imaginés par le patronat, le gouvernement ou les directions syndicales pour masquer la réalité du chômage et de la baisse du niveau de vie, il faut commencer par donner une réponse vieille comme la lutte ouvrière : non, non et non !

D'abord, protéger aujourd'hui ce qu'on a, c'est garantir pour demain la possibilité de nouvelles conquêtes. Ensuite, refuser la logique infernale de la révision en baisse des revendications, c'est refuser de mettre le doigt dans un engrenage qui est destiné à broyer toute la main. Enfin, défendre bec et ongles l'emploi, les salaires et l'égalité des droits pour toutes et tous, c'est la seule manière de forger une solide union dans les luttes pour, tout de suite, enrayer les attaques patronales et gouvernementales et, à terme, préparer les conditions d'une contre-offensive ouvrière.

Non aux licenciements, pas un chômeur de plus !

Les patrons ne cessent de réclamer à cor et à cris le droit de mettre leurs employés à la porte quand bon leur semble. Ils voudraient faire sauter toutes les entraves mises par le droit du travail à leur totale liberté de licenciement. En bref, ils voudraient balancer par-dessus bord certaines des conquêtes ouvrières les plus importantes depuis la guerre.

En même temps, le gouvernement n'a pas lésiné sur les moyens pour amputer les garanties, déjà fragiles, accordées aux chômeurs. Des centaines de milliers d'hommes, de femmes, de jeunes, se retrouvent à la rue sans un sou. L'extension de la misère et de la pauvreté sont aussi le résultat direct de ce genre de politique « au service de l'entreprise ».

Et pourtant, qui ne se souvient que François Mitterrand avait fait sa campagne présidentielle en 1981 sur le thème « L'emploi d'abord ». Pierre Mauroy, son premier ministre, avait déclaré la « guerre au chômage ». Mais, bien sûr, tout cela n'était que phrases creuses et roulements de tambour électoral : les licenciements s'accélèrent ; le nombre de chômeurs file allègrement vers les trois millions. S'ils l'avaient voulu, nos gouvernants disposaient d'un moyen simple et radical d'enrayer la progression du chômage. C'est **l'interdiction des licenciements et la semaine des trente-cinq heures sans réduction de salaire.** Cette seule mesure libérerait des millions d'heures de travail et permettrait de sauver immédiatement des centaines de milliers d'emplois. Couplée avec l'interdiction de tout licenciement, l'application de la semaine de 35 heures est l'élément clé d'une politique tournée contre le chômage et non contre les chômeurs. **35 heures, zéro licenciement** : c'est la revendication essentielle que les travailleurs doivent exiger de voir satisfaite sans délai pour sauver leur emploi et en créer de nouveaux.

Non à la baisse des salaires, pas un sou de moins

Selon le patronat et le gouvernement, un travailleur actif devrait désormais faire une croix sur ses revendications salariales. Il devrait, prétendent-ils, s'estimer privilégié parce qu'il possède un bien de plus en plus rare et précieux : du travail.

La hausse des salaires, ajoutent-ils, serait en outre responsable de l'augmentation des prix. Ces gros mensonges ne doivent plus tromper personne après ces années de traitement de cheval à l'austérité. Quand les salaires sont bloqués, les prix continuent de grimper, car ceux qui en décident sont les propriétaires des grosses entreprises et non leurs salariés. La réduction des salaires des unes, les fonctionnaires par exemple, ne crée pas un seul emploi pour les autres. Parce que, là encore, seuls les patrons sont maîtres à bord.

Réduire les salaires de telle ou telle catégorie ne protège nullement cette catégorie de travailleurs contre la menace des licenciements, et ne donne pas davantage d'emplois aux autres. Cela ne sert qu'à réduire les salaires de tous et à gonfler les profits de quelques-uns.

Ainsi, en moyenne, le pouvoir d'achat des salariés a diminué de 4 % depuis 1983. Les profits, eux, ont augmenté de 50 %. Il n'y a donc aucune raison d'accepter des sacrifices sur la feuille de paye. Ce sont toujours les mêmes qui veulent faire passer les licenciements au nom de la « modernisation » et la baisse des salaires au nom de la menace des licenciements.

Pour les travailleurs, dans le public comme dans le privé, il ne peut y avoir qu'un seul principe : **maintien et progression du pouvoir d'achat.** A chaque hausse du coût de la vie doit correspondre, pour tous et toutes, une augmentation équivalente, immédiate et automatique des salaires. Il faut **l'échelle mobile des salaires,** fondée sur un indice des prix reflétant réellement ce qu'est le budget type d'un salarié.

Non à toutes les discriminations envers les femmes, place égale pour les travailleuses

Avec la crise et l'accroissement du nombre des sans-emploi, le vieux principe d'oppression des femmes est remis à la mode : les femmes au foyer ! Par toutes sortes de mesures, on tente de persuader les femmes de ne pas chercher un emploi, de quitter celui qu'elles ont ou de ne l'oc-

cuper qu'à temps partiel. On fait tout pour leur rendre la vie plus difficile au travail : pénurie d'équipements collectifs pour les enfants, distribution de miettes pour les encourager à en avoir davantage et à les garder chez elles, salaires inférieurs à celui des hommes, emplois sous-qualifiés, discrimination à l'embauche et brimades diverses, etc.

Mais les femmes ont conquis leur droit à un emploi pour établir leur indépendance économique et pour sortir de leur condition d'éternelles subordonnées. Ce droit, elles y tiennent et le défendent farouchement. Ce faisant, elles défendent le droit à un emploi pour toutes et tous. Pas un travailleur ne doit permettre qu'on trace la ligne de partage au sein de la classe ouvrière, mettant les femmes d'un côté et les hommes de l'autre.

A travail égal, salaire égal ; pas de discriminations contre les travailleuses et leur droit absolu à exercer un métier dans les mêmes conditions que les hommes : ces revendications sont celles de toutes les femmes. Elles doivent aussi être celles de toute la classe ouvrière.

Touche pas à mon pote, égalité complète des droits

Les travailleurs immigrés et leurs enfants (les « Beurs ») ont montré à tout le monde qu'ils ne se laisseraient pas traiter comme du bétail par les apprentis bouchers du Front national de Le Pen.

En décembre 1983 et 1984, ils ont marché par dizaines de milliers pour revendiquer ce qui leur est dû : le respect de leur dignité d'être humain. Ils exigent qu'on ne fasse pas d'eux les boucs émissaires pour la crise économique qui secoue le pays où on les a fait venir pour prendre les plus sales boulots et être parqués dans les banlieues les plus délabrées.

Dans leur sillage, une grande partie de la jeunesse, à l'appel de SOS Racisme, s'est levée pour manifester sa solidarité et son refus de toutes les campagnes racistes, qui vont jusqu'au meurtre. Dans les entreprises, de nombreux travailleurs se sont identifiés à cette riposte et ont fait tout ce qu'ils pouvaient, dans leur atelier, leur bureau ou leur syndicat, pour la renforcer. Désormais, le mouvement de solidarité antiraciste existe bel et bien. Il peut tenir la dragée haute à Le Pen. Et il se manifestera sans doute avec encore plus de force en décembre prochain à l'occasion d'un gigantesque rassemblement à Paris.

Beaucoup de chemin a ainsi été parcouru depuis que le poison raciste a été versé à haute dose dans la vie politique française par le Front national, avec la complicité des états-majors de la droite et grâce à la passivité du gouvernement. Ce dernier n'a d'ailleurs pas hésité à promulguer un train de mesures destinées à contraindre les travailleurs immigrés et leur famille de quitter le pays. Ses déclarations de bonnes intentions et les risettes de ses ministres ne doivent quand même pas le faire oublier. Quant aux états-majors du RPR et de l'UDF, leur culot est illimité : d'un côté ils font assaut de discours antiracistes ; mais de l'autre, ils tracent des plans directement inspirés par le parti de Le Pen.

Il reste que les conditions commencent à se réunir pour construire un véritable front uni antiraciste rassemblant tous ceux et celles, toutes les organisations et associations qui veulent défendre les droits des immigrés. **L'égalité des droits** doit devenir complète et concrète. A commencer par **le droit de vote, dans toutes les consultations électorales.**

Les travailleurs immigrés et leur famille vivent, travaillent ou se retrouvent au chômage en France. Ils ont leur mot à dire sur le sort qu'on leur réserve et sur toutes les décisions qui les concernent. Et qui osera prétendre qu'ils n'avaient rien à voir avec les dernières élections municipales ou que les prochaines législatives de mars 1986 ne sont pas aussi leur affaire ?

La moindre des choses, si l'on veut ne pas en rester aux bons sentiments, c'est de leur reconnaître le droit de s'exprimer sur tous ces sujets lors des élections, de toutes les élections. L'égalité des droits, ça n'est pas un peu d'égalité pour les Français et beaucoup d'inégalité pour les immigrés. C'est l'égalité de tous, donc le droit de vote.

Voilà ce que le mouvement antiraciste, qui est en train de se développer partout, peut et doit arracher. Forts de cette bataille commune, les travailleurs français et immigrés seront aussi plus forts pour mener toutes les autres ensemble.

Forger l'union dans les luttes, reconstruire un rapport de forces favorable aux travailleurs

La défense de l'emploi et des salaires, la lutte contre les discriminations et pour l'égalité des droits constituent une plate-forme susceptible d'unifier le gros de la classe ouvrière autour de ses intérêts vitaux en cette période de crise.

Pourtant, le fait est que le niveau actuel des grèves n'a jamais été aussi bas depuis 1965. Les syndicats connaissent une véritable hémorragie d'adhérents. Parmi les travailleurs et les travailleuses, le désarroi et la déception font rage. Les sujets de mécontentement ne manquent pas, les revendications non plus. Ce qui fait défaut, c'est la confiance en ses forces. C'est l'espoir dans la possibilité de l'emporter, entreprise par entreprise ou secteur par secteur, alors qu'en face le patronat et le gouvernement déploient une offensive généralisée.

Les dirigeants socialistes et communistes, ceux des syndicats ne sont pas pour rien dans cette situation. Pendant cinq ans, ils ont tous zigzagué entre le soutien à la politique d'austérité de la gauche au pouvoir et les grandes déclarations jamais suivies d'effet. Ils ont désorienté la classe ouvrière en lui laissant prendre tous les coups. Maintenant, c'est les travailleurs qu'ils rendent responsables de la chute de leur audience, se lamentant sur la faible combativité. Ils étouffent les travailleurs, pour, ensuite, les accuser de respirer difficilement !

On ne modifiera pas cette situation en prêchant, comme les chefs de la CGT, pour la grève générale, alors qu'ils n'ont strictement rien fait pour en préparer les conditions et que leurs opérationa aventuristes ne contribuent qu'à répandre la désorientation et à alimenter la division. On ne modifiera pas plus les conditions politiques évidemment, en cherchant, comme les chefs de la CFDT, à se concilier les bonnes grâces du patronat.

Non, cette situation, qui est le fruit amer d'une politique anti-ouvrière menée sous la houlette de la gauche, on ne pourra la changer qu'en se donnant tous les moyens de reconstruire un rapport de forces favorable aux travailleurs. Et c'est tout le contraire de baisser les bras.

D'abord, il ne faut pas lâcher d'un pouce sur la défense intransigeante des revendications, à commencer par celles qui concernent l'emploi, les salaires, les discriminations envers les femmes et l'égalité des droits pour les immigrés. Autrement, c'est la porte ouverte aux manœuvres des patrons pour dresser un secteur de la classe ouvrière contre l'autre, afin d'affaiblir l'ensemble des salariés et les attaquer tous.

Mais les tentatives patronales de division ne sont pas les seules. La division politique et syndicale orchestrée par les appareils des grands partis de gauche ou des syndicats est tout aussi dangereuse pour les travailleurs. Il suffit qu'une organisation de la CFDT propose une action commune (comme par exemple, celle de la région parisienne pour le 1er Mai 1985) pour que la CGT la refuse, sous prétexte de ses

désaccords généraux avec les dirigeants de l'autre centrale (même si, comme c'était alors le cas, ceux qui font cette proposition sont eux-mêmes opposés à l'orientation de leur confédération !) Il suffit que la CGT propose une grève ou une mobilisation, pour que les responsables des autres organisations syndicales la rejettent ou organisent la leur à une date différente.

Dans ces conditions, comment s'étonner que les travailleurs ne suivent ni les uns ni les autres ? Cette guéguerre, qui ne répond qu'à des intérêts de boutique totalement étrangers aux besoins brûlants de l'heure, doit être arrêtée. L'unité d'action syndicale doit être imposée par les adhérents de toutes les organisations dans chaque entreprise, dans chaque secteur, dans chaque branche, dans tout le pays. Aucun préalable n'est acceptable, aucune exclusive n'est recevable à la base comme au sommet.

Reconstruire l'unité ouvrière, c'est aussi faire en sorte que les divergences entre syndicats ne se règlent pas à coups de manœuvres, dans le dos des travailleurs, et à leur détriment. Ils sont les seuls juges des désaccords entre ceux qui prétendent les représenter. Lors des grèves, dans les luttes, à l'occasion de la préparation d'une mobilisation, c'est aux assemblées générales du personnel de trancher souverainement entre les propositions en présence, ou d'en faire d'autres si aucune ne convient. Forger l'union dans les luttes, c'est surtout impliquer le maximum de travailleurs dans la conduite de leur propre action. L'unité d'action syndicale peut y contribuer. Et chaque fois que c'est possible, il convient de favoriser l'émergence d'intersyndicales de masse, de comités de grève, c'est-à-dire de doter la lutte d'une direction collective, soumise au contrôle de tous, élue et révocable par tous, syndiqués comme non syndiqués.

Certains dirigeants confédéraux, oubliant un peu vite que leur rôle devrait être d'aider les travailleurs à s'organiser démocratiquement pour se défendre contre les patrons et le gouvernement et non de décider à leur place, ont peut-être quelque chose à y perdre. Les travailleurs et les travailleuses, eux, ont tout à y gagner.

Rassembler les conditions pour un mouvement d'ensemble de la classe ouvrière

Cette bataille pour l'unité ouvrière vise à créer les conditions d'une action d'ensemble, interprofessionnelle et prolongée pour la défense de l'emploi et des salaires. Chacun le constate quotidiennement, les attaques contre la population laborieuse n'épargnent aucun secteur, aucune catégorie. La riposte doit se situer au même niveau.

Cette idée n'a rien d'irréaliste. Elle fait même progressivement son chemin. Bien souvent, pour entrer dans une bataille, nombre de travailleurs exigent de savoir quelle suite sera donnée aux journées de vingt-quatre heures organisées par les directions syndicales. De l'efficacité de l'action proposée dépend fréquemment l'ampleur de la mobilisation.

Créer les conditions d'un « tous ensemble » prendra du temps. Mais il s'agit du seul objectif crédible qui puisse rassembler largement les travailleurs autour d'une perspective claire. Préparer un mouvement d'ensemble, c'est définir démocratiquement, avec la majorité des travailleurs, les revendications et les méthodes d'action. Préparer un mouvement d'ensemble, c'est mobiliser en profondeur, dans les ateliers et les services. C'est, par exemple, s'opposer à la division entre Français et immigrés dans les entreprises, en luttant pour l'égalité des droits. Et c'est, face à des licenciements dans un même groupe, coordonner toutes les usines, et impulser des initiatives de solidarité dans les secteurs non directement touchés. En un mot, c'est opposer le front uni

des salariés à un patronat qui sait parfaitement sélectionner ses cibles pour diviser ses victimes.

Préparer un mouvement d'ensemble, c'est combattre la division politique et syndicale, sur la base de la défense des intérêts collectifs. C'est donc favoriser systématiquement l'expression de celles et ceux qui veulent le « tous ensemble » et l'unité d'action.

Le passage à l'action pour un tel « tous ensemble » ne peut pas être décrété. Il suppose une période de préparation soigneuse où tous les travailleurs se saisissent de cette perspective et, sur la base de leur propre expérience, reprennent confiance dans leur force collective en forgeant leur union dans les luttes. C'est un fait : les travailleurs se trouvent aujourd'hui sur la défensive. Mais même dans cette situation difficile, il est possible de rassembler les énergies, de combattre en faveur des revendications clés, de commencer à modifier l'état actuel des choses en défendant pied à pied les acquis. Bref, il est possible, à partir de la situation présente, de travailler à reconstruire un rapport de forces favorable aux travailleurs.

Ces dernières années, avec l'aide du gouvernement, les capitalistes ont marqué des points. Mais ils n'ont pas encore réussi à infliger une défaite centrale aux travailleurs. Ces derniers disposent des ressources pour engager la riposte. Dans les mois et les années qui viennent, les attaques patronales et gouvernementales ne peuvent que se faire plus nombreuses et plus brutales, car les économies capitalistes vont s'enfoncer dans la crise. C'est pourquoi, rassembler dès maintenant les meilleures conditions pour l'action de classe, c'est la seule riposte qui soit à la hauteur de ces enjeux.

Contre la politique du gouvernement, contre le retour de la droite

Comme toujours avant les élections, on va nous reservir le même argument : les conflits sociaux effraient le Français moyen qui va voter en mars 1986 et le rejeter à droite ; pour empêcher la droite de revenir au pouvoir, il faut rester tranquille avant les élections et se contenter d'aller bien voter.

D'abord, personne ne sait qui est ce fameux « Français moyen » et ce qu'il veut. Ensuite, une chose est certaine : le meilleur moyen de dérouler un tapis rouge sous les pieds de la droite, c'est de continuer à laisser pourrir les choses comme aujourd'hui. En effet, si la droite pavane en tenant sa prochaine victoire électorale pour certaine, c'est qu'elle sait que la démobilisation des travailleurs — déçus par le bilan gouvernemental et l'attitude des dirigeants socialistes et communistes — nourrit l'abstention de millions d'électeurs et favorise le glissement à droite de diverses catégories de travailleurs. Toutes les dernières élections, des européennes aux cantonales, montrent que la droite n'est vraiment forte que de la faiblesse de ses adversaires, en raison même de leur politique.

D'un strict point de vue électoral, il est donc parfaitement faux de prétendre que les luttes pourraient paver le chemin de la victoire pour la droite de 1986. C'est le contraire qui est vrai. S'il y a une chance de lui barrer la route en mars prochain, elle peut venir d'un regain des luttes ouvrières et non de leur déclin. De toute façon, les travailleurs n'ont aucune raison de s'en remettre à Fabius, Mitterrand, Jospin ou même Marchais pour défendre leur emploi et leur salaire. Sur ce plan-là, les preuves sont faites depuis longtemps.

Et après mars 1986, quels que soient les résultats des élections et le gouvernement qui en sortira, le problème restera posé avec autant sinon plus d'acuité. Il n'y a rien à attendre du gouvernement actuel s'il reste en place. Quant à la droite, on sait d'avance ce qu'elle mijote en matière de régression sociale.

Tous ces gens n'entendent que le langage de la force. Il ne s'agit pas de jeter la gauche et la droite dans le même sac. Mais un gouvernement qui fait la politique des patrons, il n'y a qu'un moyen de s'y opposer efficacement : le faire céder après l'avoir combattu sans merci.

Avancer vers un parti des travailleurs, regrouper une alternative anticapitaliste

Moins de cinq ans après le formidable espoir suscité par la défaite de Giscard et la débâcle de la droite en mai et juin 1981, les battus d'hier pavoisent en préparant leur revanche, les patrons dictent leurs volontés au gouvernement tout en aidant ceux qui veulent le déloger, les travailleurs et les travailleuses sont encore plus mal lotis qu'avant le « changement » tant attendu.

Pêle-mêle, le niveau de vie, les conditions de travail, le droit à l'emploi, la protection sociale, l'éducation, la santé, les services publics, la condition des femmes, les droits des immigrés, les grandes conquêtes ouvrières et même les libertés démocratiques sont sous le feu croisé du gouvernement, du patronat et de la droite ; et les élections de 1986 ne promettent rien de bon. Mais tout n'est pas joué. Chirac, Giscard ou Barre ne sont pas encore réinstallés. Et la faillite du PS et du PCF, ensemble ou séparément, n'est pas celle du socialisme, ni celle des travailleurs. C'est la faillite d'une politique qui craint d'aller de l'avant parce qu'elle craint justement d'aller au socialisme en s'appuyant sur la mobilisation de la classe ouvrière et de ses alliés.

Alors il est temps, grand temps qu'une force s'affirme pour refuser ce gâchis et empêcher ceux qui veulent en profiter de venir faire pire encore, à la Reagan ou à la Thatcher.

Cette force existe. Nous sommes nombreux à tirer le même bilan, à vouloir que ça change enfin et vraiment, à refuser de baisser les bras face à la crise, à l'austérité, au racisme. Nous sommes nombreux à vouloir faire quelque chose pour s'opposer tous ensemble au gouvernement actuel et pour imposer une politique défendant les intérêts des travailleurs, des chômeurs, des femmes, des immigrés.

Des milliers de syndicalistes ne se résignent pas à la paralysie de leurs organisations et à leur destruction par la conduite des dirigeants nationaux. Ils se battent tous les jours, dans leur entreprise, leur ville ou leur branche d'activité, pour la défense des revendications et la résistance aux attaques patronales et gouvernementales. Ils font déjà entendre leur voix au sein même des syndicats en imposant le refus des accords scandaleux sur la « flexibilité » ou en refusant l'orientation capitularde de leur confédération comme dans la CFDT par exemple. Ils veulent agir pour un syndicalisme de combat unitaire et démocratique. Ils veulent que le syndicat devienne l'arme de tous les travailleurs, mais ils cherchent aussi une solution politique de rechange à celle du PS ou du PCF qui contrôlent bureaucratiquement les syndicats actuels. Des milliers de militants et de militantes du PS et du PCF tirent un bilan sans complaisance de l'action de leur direction. Eux qui avaient investi leurs espérances dans la victoire du 10 mai, qui ont donné des années de leur vie à la la cause ouvrière et au socialisme, constatent que leur parti est incapable de contribuer à l'émancipation des travailleurs. Mais ils savent que la classe ouvrière, tous les opprimés et exploités, ont besoin d'une force politique pour triompher d'un ennemi de classe, centralisé et prêt à tout pour maintenir ses privilèges. Ils cherchent un moyen d'aider à la faire naître.

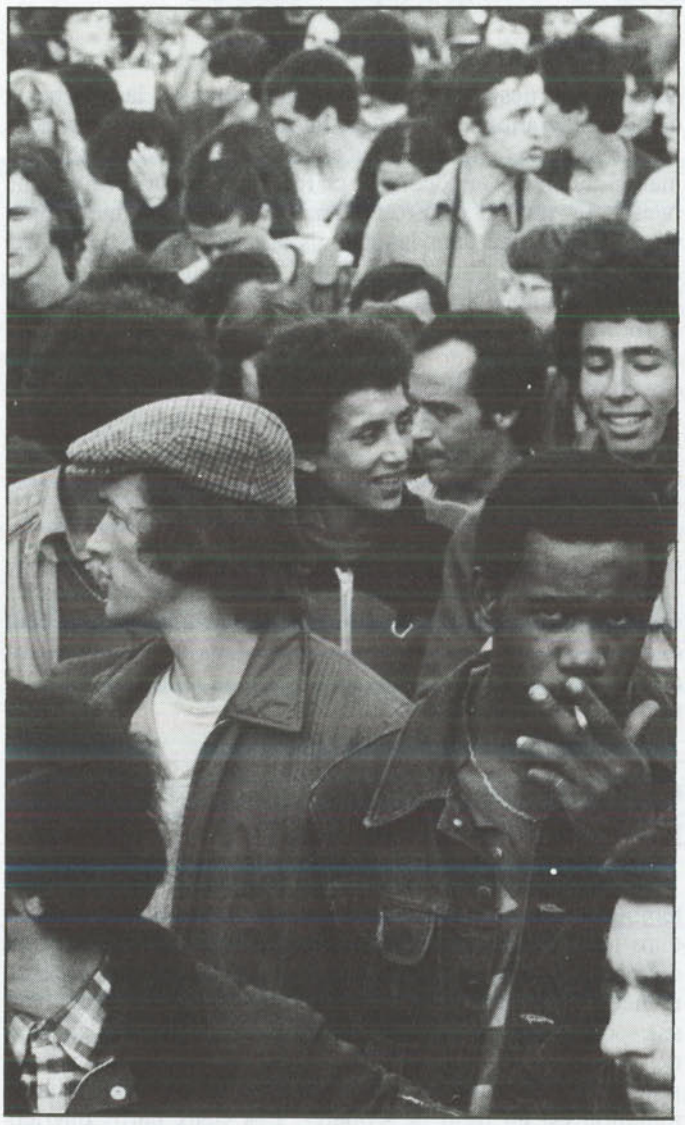
Des milliers de travailleurs, de travailleuses, de jeunes, immigrés ou français, n'ont aucune confiance dans les états-majors des formations traditionnelles de la gauche et des confédérations syndicales. Ils les ont vu à l'œuvre et ils savent que les ripostes nécessaires s'organisent souvent malgré ou contre eux, comme ce fut le cas face à la campagne raciste. Ils veulent réagir et verraient avec sympathie l'apparition d'une force dans laquelle ils pourraient se reconnaître. Des milliers d'hommes et de femmes soutiennent les idées de l'extrême gauche. A toutes les élections depuis 1981, malgré le recul général du PS et du PCF, des centaines de milliers de personnes ont donné leur voix à l'une ou l'autre des organisations qui leur paraissaient défendre ces idées. Plus de 30 000 jeunes et travailleurs sont venus à la fête commune organisée, à la Pentecôte 1985, par la Ligue communiste révolutionnaire et Lutte ouvrière. Les effectifs de ces diverses organisations sont évidemment beaucoup plus restreints. Il est parfois difficile de distinguer entre elles malgré les désaccords réels qui les opposent. Mais ce potentiel de sympathie et de militantisme existe, particulièrement dans les entreprises pour les organisations les plus implantées. Il peut exprimer avec force et enthousiasme dans le regroupement d'une alternative anticapitaliste et dans la construction d'un nouveau parti des travailleurs.

Construire un nouveau parti des travailleurs

L'existence de cette force à la gauche de la gauche témoigne de l'importance de ce qui est en train de se passer dans les profondeurs de la classe ouvrière et du mouvement ouvrier. La crise et l'expérience de la politique d'austérité menée par la gauche produisent leurs effets. Certains, bien sûr, sont négatifs : division accrue parmi les travailleurs, dégradation des conditions d'existence, absence de débouché politique et découragement. Mais, en parallèle, une véritable mutation est en train de s'opérer. Les vieux partis ouvriers ont été mis à l'épreuve de la crise et de la direction du pays. Ils ont raté le test et cela provoque, parmi un nombre croissant de travailleurs et de militants, une discussion pour sortir de cette impasse. A partir du bilan critique de l'expérience politique et sociale des dernières années, sur la base des luttes en cours contre l'austérité, des mobilisations contre le racisme ou pour la solidarité anticolonialiste avec les Kanaks de Nouvelle-Calédonie, de l'activité de soutien aux peuples combattant pour leur liberté, une conscience de plus en plus vive se répand. Il faut une autre politique pour sortir de la crise et un nouveau parti pour la faire passer dans la pratique. Ce processus n'en est qu'à ses débuts. Il n'est pas toujours clair : la désillusion provoquée par les dirigeants du PS ou du PCF, aux yeux de certains anciens adhérents ou sympathisants de ces partis, rejaillit sur la possibilité même d'en construire un. Le repoussoir des dictatures staliniennes et de leur parti unique ajoute à ce sentiment, la crainte qu'un parti politique ne soit appelé à se transformer en une machine de guerre contre les travailleurs. Quant aux anciens militants d'extrême gauche, l'esprit de chapelle et le sectarisme en conduit une partie à partager le même doute.

Le parti des travailleurs qu'il faut construire ne sera ni à l'image d'un PS où les notables manœuvrent, combinent et font la loi pendant que la base n'a rien à dire, ni à l'image du PCF où l'appareil décide de faire des tournants en épingle à cheveux au mépris le plus complet des intérêts et des aspirations de ses membres.

Le parti des travailleurs sera un parti de combat, démocratique, internationaliste et féministe. Ou il ne sera pas.



Défendant avec intransigeance les intérêts de tous les travailleurs et travailleuses, de tous les exploités et opprimés, il organisera le combat sur une démocratie socialiste fondée sur l'appropriation collective des principaux moyens de production, sur le contrôle des échanges et sur une planification centrale, autogérée de l'économie par les producteurs associés. Ce parti sera démocratique, car la nécessaire discipline dans l'action ne peut surgir que d'une totale liberté de discussion et d'une élaboration collective des orientations politiques. Ce parti sera internationaliste, car l'émancipation des travailleurs est une cause universelle qui ne fait aucune trêve avec l'impérialisme, le colonialisme ou le stalinisme du Nicaragua à la Pologne en passant par la Nouvelle-Calédonie.

Ce parti sera féministe, parce qu'il n'y aura pas de socialisme sans libération de femmes et pas de libération définitive des femmes sans socialisme. La lutte contre l'oppression spécifique dont les femmes sont victimes dans la société et donc leur organisation en un mouvement de masse autonome, font partie intégrante de la lutte pour la libération de l'humanité.

Ce parti ne verra pas le jour sur une simple décision. A cet égard, l'attitude du PCI qui utilise le sigle « parti des travailleurs » à ses propres fins boutiquières (et sans que cette proclamation n'ait de réalité) est profondément nuisible. Le parti que nous voulons construire sera nécessairement le résultat d'un processus de maturation des militants critiques au sein des formations de gauche et de confrontation, de débat et d'action entre toutes les forces, courants et militants se fixant cet objectif. En effet, le test d'une véritable convergence politique et d'une réelle viabilité de ce nouveau parti résidera dans une attitude commune de toutes ses futures composantes face aux grands événements et aux tâches de la lutte de classe, en France comme à l'échelle internationale. Cela prendra du temps ? Oui, mais il faut le prendre, sous peine de tout flanquer par terre.

C'est aussi dans ce cadre que la LCR inscrit sa volonté de rapprochement avec Lutte ouvrière. Les relations fraternelles entre les deux organisations sont déjà marquées par des rencontres régulières entre leurs militants, à tous les niveaux, par des initiatives communes qui donnent l'exemple d'une collaboration loyale n'empêchant pas la discussion publique de tous les désaccords existant.

Rassembler les forces pour une alternative anticapitaliste

En attendant l'apparition de ce parti, il n'est pas possible de se croiser les bras. Le faire reviendrait d'ailleurs à étouffer dans l'œuf toute possibilité de le constituer à un stade ultérieur.

Dès maintenant, ces milliers de travailleurs et de travailleuses, de militants et de militantes, de jeunes quelles que soient leurs divergences sur telle ou telle question, peuvent et doivent regrouper leurs forces, pour discuter entre eux, pour débattre des meilleurs moyens à mettre en œuvre pour favoriser la mobilisation unitaire contre l'austérité, la droite et le racisme, pour définir ensemble les axes d'une politique de rupture avec le capitalisme et les faire connaître sur les lieux d'habitation et de travail. Il ne s'agit pas de constituer des clubs de discussion tournés sur leur petit monde, mais bien, à partir de l'action pour l'action commune, de regrouper tous ceux et celles qui refusent la trahison des espoirs de 1981 par le PS et le PCF et qui veulent dans les luttes, lors des élections, que les travailleurs reprennent confiance dans la possibilité d'une alternative anticapitaliste, face au gouvernement et contre la droite.

Dans beaucoup de villes et d'entreprises, ce regroupement prend forme grâce à des initiatives unitaires dans des collectifs locaux au sein desquels se retrouvent des travailleurs, des syndicalistes, des militants et des militantes politiques, antiracistes, anticolonialistes ou féministes. Ensemble, ils examinent les possibilités d'intervenir dans la vie politique et sociale de leur région et d'y développer des campagnes qui les concernent tous et toutes. Cette alternative existe. Il faut maintenant la consolider, avec patience et énergie, sans exclusives ni sectarisme.

C'est ce que fait la LCR qui, depuis le début, n'a pas ménagé ses efforts pour la constitution de tels collectifs locaux. Elle continuera dans les mois qui viennent – avant, pendant et après les élections – car elle est convaincue que le dégagement de cette alternative anticapitaliste est une tâche urgente pour aujourd'hui et un enjeu décisif pour demain. De son existence et de son développement dépendent à la fois la possibilité de proposer une solution de rechange, à la gauche de la gauche, et celle de faire un pas en avant vers la construction d'un parti des travailleurs dont l'absence se fait aujourd'hui cruellement sentir.

Une alternative pour 1986 : Former une coalition électorale à gauche de la gauche

Les élections législatives et régionales de mars 1986 vont, de toute façon, marquer un tournant dans la situation. Dès aujourd'hui, leur préparation domine déjà la vie politique du pays. La droite, déchirée par la guerre des chefs, essaie tant bien que mal de rassembler ses troupes pour enterrer le 10 mai en se passant de l'aide encombrante de Le Pen. La gauche, désormais divisée, n'a rien d'autre à proposer que la poursuite de l'austérité pour le PS, et l'aggravation de la division pour le PCF.

Les travailleurs, après tout ce qu'ils ont vécu, ne peuvent pas se laisser enfermer dans le choix auquel on voudrait les obliger : soit en reprendre pour vingt ans de domination de la droite ; soit continuer à subir une politique qui, pour être faite par un gouvernement prétendument de gauche, n'en est pas moins opposée à leurs intérêts les plus immédiats. Alors, il faut tout faire pour qu'à l'occasion des prochaines élections apparaisse une force politique qui résiste et qui se bat contre les plans de la droite et contre la faillite de la gauche. Une force qui proclame haut et fort que les dés sont pipés parce qu'au bout de ces cinq années, les travailleurs, les chômeurs, les femmes, les jeunes ne veulent ni l'austérité à la Fabius, ni de la division à la Marchais, ni de la droite version Chirac, Barre ou Giscard.

Un moyen et une politique

Dans ces élections, il faut donc donner un moyen à tous ceux et celles – et ils sont des centaines de milliers – qui ne veulent pas de ça et souhaitent une autre politique de le dire clairement, et non de protester passivement par l'abstention.

C'est possible si, partout dans le pays, se présentent des listes proposant une alternative pour 1986 et permettant de voter contre la droite et l'extrême droite sans approuver le gouvernement, le PS ou le PCF ; de voter contre la gauche et son bilan sans faire le jeu de la droite ; de voter pour une politique de rupture avec le capitalisme. Cette politique là, elle existe et elle peut se résumer en quelques points simples :

- Condamner la politique du gouvernement et combattre résolument pour empêcher le retour de la droite ;
- En finir avec le chômage et l'austérité ;
- Imposer une logique économique tournée contre le système du profit et vers la satisfaction des besoins populaires ;
- Faire la guerre au racisme et assurer l'égalité des droits pour les immigrés ;
- Rejeter toutes les discriminations et combattre pour la libération des femmes ;
- Etre solidaires de tous les peuples contre l'agression, la misère, l'oppression, de la Pologne au Nicaragua et à la Nouvelle-Calédonie ;
- Refuser la course aux armements, lutter pour le désarmement de la force de frappe française et pour une Europe dénucléarisée du Portugal à la Pologne ;
- S'opposer au nucléaire et à la destruction de l'environnement.

Une telle politique s'oppose radicalement à ce que fait la gauche et à ce que veut la droite. De nombreux travailleurs,

courants et militants s'y reconnaissent et sont prêts à la défendre en mars 1986. Ils doivent se retrouver au sein de la plus large coalition qui présente des candidats partout, laissant naturellement toute liberté à chacune de ses composantes pour défendre ses propres points de vue. Ainsi peuvent se rassembler des révolutionnaires, des syndicalistes, des militantes féministes, des militants ouvriers et écologistes.

Voilà l'appel que la LCR lance à tous ceux et celles qui, comme elle, veulent construire une alternative pour 1986.

Les collectifs locaux existant dans les entreprises et les localités regroupent déjà des forces pour avancer vers ce but. Mais il faut voir plus grand et plus loin. Tous les obstacles politiques, les difficultés matérielles et même les crispations sectaires peuvent être surmontés si une volonté commune se fait sentir dans ces collectifs et autour d'eux, parmi les organisations constituées de la gauche anticapitaliste – et du courant écologiste ou vert.

Cette volonté, il dépend de nous tous qu'elle se manifeste et aboutisse à la formation d'une coalition électorale à la gauche de la gauche. Celle-ci ne laisserait personne indifférent dans la campagne électorale et ses élus éventuels, en dépit de la proportionnelle biseautée qui régit ce scrutin, feraient parler d'eux, on peut en être certain. Car ils n'auraient d'autres objectifs que de défendre pied à pied les intérêts des travailleurs, de la population laborieuse. C'est aussi dans cette perspective que la LCR s'adresse à ses

camarades de Lutte ouvrière en leur disant que leur place est à ses côtés au sein d'une telle coalition, parce que les forces conjuguées de la LCR et de LO peuvent faire beaucoup pour lui donner l'écho qu'elle mérite.

Renforcer la LCR

Affirmer une gauche anticapitaliste, construire un parti des travailleurs : ce sont là des objectifs ambitieux. Pour contribuer le plus efficacement à leur réalisation, il faut un levier.

La LCR est aujourd'hui présente dans des centaines d'entreprises et dans plus d'une centaine de villes. L'action de ses militants est souvent décisive pour le développement des luttes ouvrières et populaires. Ses campagnes internationalistes – en soutien au peuple du Nicaragua libre par exemple – comme ses relations avec les sections de la IV[e] Internationale sont une contribution essentielle au combat pour la solidarité entre les peuples. De même, ses initiatives contre le développement de courants fascisants a posé des jalons dans la constitution d'une front uni du mouvement ouvrier contre le racisme et pour l'égalité des droits entre Français et immigrés. Tout cela constitue un potentiel précieux. Mais ses forces demeurent encore limitées en regard des besoins de l'heure. C'est pourquoi, il faut la renforcer. Renforcer la LCR, c'est vouloir prendre immédiatement sa place dans l'action pour une politique au service ces travailleurs. Renforcer la LCR, c'est aussi rejoindre l'organisation qui mettra tout en œuvre pour construire une alternative anticapitaliste et pour avancer vers un parti des travailleurs.

La LCR n'est sans doute pas parfaite. Mais c'est une organisation active, démocratique, ouverte aux apports des militants et militantes de tous les secteurs, de celles et de ceux qui veulent, ici et maintenant, comprendre pour agir et s'organiser pour vaincre.

Sommaire

Les nouveaux missionnaires
Daniel Bensaïd

Le nœud coulant de la dette
Nicolas Maheu

La dette extérieure de l'Amérique latine est irrécouvrable
Fidel Castro

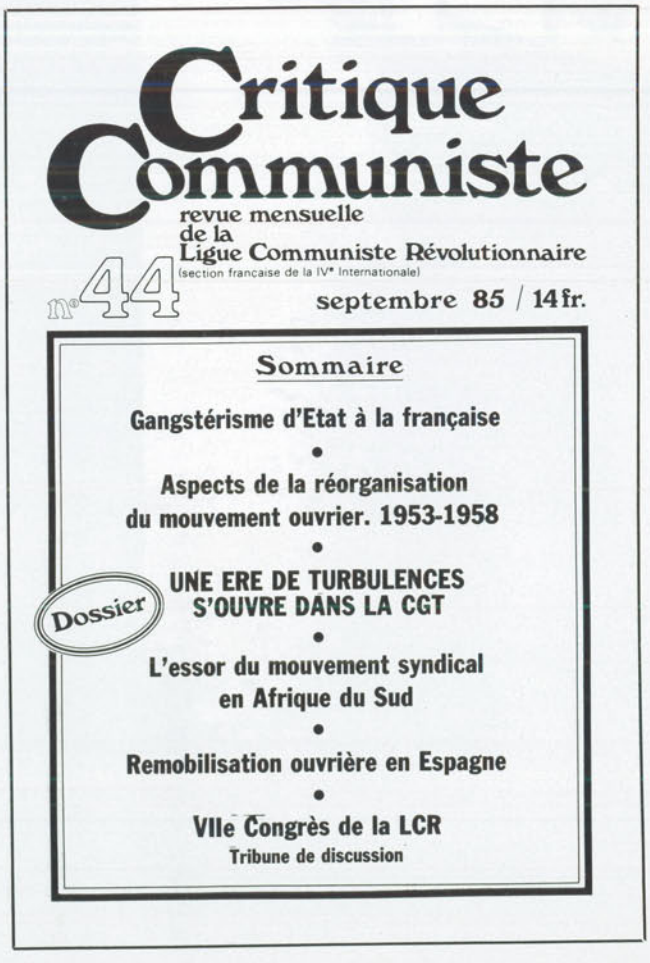
La révolution nicaraguayenne
Charles-André Udry

L'insurrection
Humberto Ortega

Afrique noire : des situations sans issue
Claude Gabriel

Pour comprendre l'Afghanistan
Michel Lequenne

La Chine à l'heure du « renversement des verdicts ».
Economie et contradictions dans la société de transition
Pierre Rousset



Edité par la PEC, commission paritaire N° 63122
Directeur de la publication : Christian Lamotte.
Rédaction, administration : 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil
Imprimeur : Rotographie Montreuil